



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 16 décembre.

Jean-Pierre Lacroix va rencontrer Joseph Kabila à Kinshasa. Le Chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix est arrivé ce samedi 16 décembre à Kinshasa. Son agenda prévoit une rencontre avec le président Joseph Kabila. Il va aussi échanger avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères Léonard She Okitundu et éventuellement, avec le ministre de la Défense Crispin Atama Tabe. Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix aura aussi des séances de travail avec la représentation de l'Union africaine à Kinshasa, l'ambassadeur de l'Ouganda en RDC et tous les ambassadeurs des pays membres de la SADEC à Kinshasa

Casques bleus tués en RDC : la Tanzanie exige des enquêtes. La cérémonie de derniers hommages aux casques bleus tanzaniens tués à Semuliki dans le territoire de Beni s'est déroulée vendredi 15 décembre à Goma. A cette occasion, l'ambassadeur de la Tanzanie en RDC, Paul Ignace Mella, a appelé Kinshasa à ouvrir une enquête pour retrouver un autre soldat tanzanien disparu, pendant l'attaque de jeudi dernier, attribuée aux rebelles des ADF.

Maniema : le gouverneur Pascal Tutu déchu. Le gouverneur du Maniema, Pascal Tutu Salumu, a été déchu ce samedi 16 décembre. Seize députés provinciaux sur les vingt présents ont voté pour sa déchéance. Le vote s'est déroulé à l'absence du principal concerné. Il est notamment reproché au gouverneur du Maniema la mauvaise gestion. « Il se fait malheureusement que M. le gouverneur de province s'est soustrait à l'obligation de présenter ses moyens de défense à la motion de défiance initiée contre lui. Pour ne pas ternir l'image de la province du Maniema, nous venons de prendre une décision de sanction contre le gouverneur. Nous demandons à la population d'être calme. Le gouverneur est déchu à la suite de la mauvaise gestion », affirme M. Djanga.

Henri-Thomas Lokondo boucle la procédure de la motion de censure contre Bruno Tshibala. « J'avais initié cette motion de censure pour faire respecter les textes de la République. Mais j'ai mis trois semaines pour récolter les signatures. Je suis arrivé à 105 signatures. Il me manquait 20 signatures. Des amis sont venus me voir pour me dire que pour des considérations d'ordre familial, ils ne pouvaient pas signer, d'autres m'ont dit qu'ils ont été intimidés », affirme Henri Thomas Lokondo. L'élu de Mbandaka avait demandé la démission du Premier ministre Bruno Tshibala dans la conclusion de son interpellation du Premier ministre le 22 novembre à cause du retard avec lequel le budget a été déposé. Il avait jugé les raisons avancées par Bruno Tshibala «non convaincantes». Henri-Thomas Lokondo avait initié par la suite cette motion de censure contre le chef du gouvernement.

Plaidoyer pour la réouverture de l'assemblée provinciale du Kasai. Plus de deux mois après la suspension des plénières à l'assemblée provinciale du Kasai le député provincial Omer Mijimbu demande la levée de cette mesure prise par le vice-Premier ministre de l'Intérieur après des incidents à l'ouverture de la session de septembre dernier. Pour l'élu, les plénières devraient reprendre en vue de permettre aux députés provinciaux d'adopter le budget de la province pour l'année 2018. En novembre dernier, le gouverneur du Kasai avait déposé le projet d'édit budgétaire 2018 au tribunal de grande instance de Tshikapa après avoir trouvé les portes de l'assemblée provinciale fermées.

Le Sénat et l'Assemblée nationale « pas d'accord sur le seuil d'éligibilité ». La commission paritaire Assemblée nationale-Sénat qui avait pour mission d'harmoniser les divergences des vues sur la loi électorale, votée en des termes différents à la chambre basse et à la chambre haute du Parlement n'a pas mis d'accord les membres des commissions Politique administrative et juridique (PAJ) des deux chambre. Le seul d'éligibilité a été le principal point de désaccord. «Etant donné qu'il y a divergence entre les deux chambres, nous allons appliquer l'article 135, alinéa 4 de la constitution, le quel permet à l'Assemblée nationale de statuer. C'est le point de vue de la plénière souveraine qui est d'application », rappelle Aubin Minaku. Cette disposition stipule que « si la commission mixte paritaire de deux chambres du Parlement ne parvient pas à l'adoption d'un texte unique ... l'Assemblée nationale statue définitivement ». La chambre basse du parlement est alors passée au vote de la loi. Trois cent cinquante-sept députés ont voté oui, huit ont voté non et deux se sont abstenus. Le Senat a clôturé aussi vendredi 15 décembre la session ordinaire du mois de septembre sans voter la version finale de la loi électorale. Après plusieurs heures de commission paritaire mixte sans qu'un compromis ne soit trouvé, le président du Senat s'est abstenu de soumettre au vote « ce texte controversé ».

Attaque contre la base des casques bleus de la Monusco : Lacroix pour une identification rapide des auteurs. Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix a demandé ce samedi 16 décembre au gouvernement congolais « d'identifier rapidement les auteurs de l'attaque contre la base des casques bleus » dans le territoire de Beni afin de les traduire, le cas échéant, devant la justice. Il a fait cette déclaration après sa rencontre avec le vice-Premier ministre et ministre des Affaires étrangères. L'ONU et le gouvernement congolais sont décidés de travailler ensemble pour traquer les auteurs de ces tueries devant la justice, a indiqué M. Lacroix. Il a aussi évoqué, lors de cet échange avec le chef de la diplomatie congolaise, le processus électoral. Il a noté des points positifs, notamment, la publication du calendrier électoral. Mais il fait remarquer que les Nations unies attendent encore d'autres signaux et que la communauté internationale est disposée à accompagner ce processus jusqu'à son terme.

Dimanche 17 décembre.

Le député Muhindo s'oppose à l'opération militaire mixte RDC-Ouganda contre les ADF. Le député national Paul Muhindo s'oppose à la planification d'une opération militaire mixte des armées ougandaise et congolaise contre les rebelles ougandais des ADF, cet élu du Nord-Kivu, estime que cette opération «va amplifier les choses» sur le sol congolais. Le député Muhindo pense que les Fardc sont en mesure de mettre fin à l'activisme de ce groupe rebelle, avec le concours de la Monusco, «s'il y a une volonté manifeste.». **250 000 réfugiés rwandais en RDC.** Par ailleurs, le député Muhindo a rappelé à l'Assemblée nationale que plus de 250 000 réfugiés rwandais vivent en RDC. Ces personnes pourraient perdre leur nationalité rwandaise suite à la clause de cessation des statuts des réfugiés rwandais depuis 2013. Ces réfugiés risquent de se faire passer pour des Congolais, si le gouvernement congolais ne réagit pas avant la fin de cette année, alerte-t-il. «Le Rwanda est en train de refuser ces citoyens. C'est une question urgente pour laquelle nous demandons au gouvernement congolais de se prononcer et rapatrier ces réfugiés», a plaidé Paul Muhindo.

Tshopo : la Lucha exige le rapatriement «dans un bref délai» des ex-FDLR au Rwanda. Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) exige au gouvernement congolais de rapatrier «dans un bref délai» les ex-combattants des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR) cantonnés dans cette province au camp militaire Lieutenant général Bauma depuis novembre 2014. Ce mouvement pense que la présence prolongée de ces anciens rebelles rwandais et leurs dépendants suscite des inquiétudes au sein de la population. A leur arrivée, l'actuelle ministre congolais de la communication avait indiqué que ces anciens rebelles allaient rester dans ce camp pour moins de trois semaines. Selon Lucha, le nombre de ces ex-rebelles et leurs dépendants ne fait que croître. Dans trois ans, ils ont donné naissance à cents autres dépendants.

Kasaï : le PAM éprouve des difficultés financières pour assister plus de 3 millions de personnes. Le Programme alimentaire mondial manque de moyens pour apporter son assistance humanitaire à trois millions deux cent mille personnes en situation d'insécurité alimentaire. Son représentant en RDC, Claude Jibidar, a indiqué que le PAM a de l'argent qui arrive mais qui n'est pas assez pour répondre aux besoins.

Lutte contre les groupes armés en RDC: «un défi à relever collectivement», souligne Lacroix. Le défi de combattre les groupes armés dans l'Est de la RDC est «un défi collectif à relever collectivement», a affirmé dimanche 17 décembre le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix. En ce qui concerne la lutte contre les groupes armés dans l'Est de la RDC, Jean-Pierre Lacroix, a déclaré : «Il s'agit d'un défi collectif que nous devrions relever collectivement.» A ce sujet, le président [Kabila] a indiqué qu'il y aurait une coordination avec la Monusco pour relever le défi sécuritaire dans l'Est de la RDC, a rapporté Jean-Pierre Lacroix. «Nous sommes prêts, nous sommes en soutien comme le veut notre mandat et disposés à agir en pleine concertation », a précisé le haut fonctionnaire des Nations unies. Pour y

arriver, Jean-Pierre Lacroix compte aussi sur «le travail collectif» des pays de la région [des grands lacs]. Il a insisté pour que les responsables des crimes de guerre contre les Casques bleus soient traduits en justice: «Ça peut être long et difficile mais cet objectif est important.»

Elections en RDC : la Monusco «prête à continuer son travail d'appui», assure Lacroix. La Mission des Nations unies en RDC est «prête à continuer son travail de soutien et d'appui» au processus électoral en RDC comme elle l'a fait par le passé, a assuré dimanche 17 décembre, le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix. Pour lui ce processus électoral «est une responsabilité première des Congolais.» La Ceni a publié le 5 novembre dernier le calendrier des élections en RDC qui vont se dérouler entre 2017 et 2020. La présidentielle et les législatives sont prévues pour le 23 décembre 2018.

Matadi : plus de 60 familles du site Ango Ango réclament le paiement de leur droit foncier. Plus de soixante familles, victimes de destruction de leurs maisons sur le site Ango Ango à Matadi (Kongo Central) exige le paiement de leur droit foncier depuis 2013. Ces maisons ont été détruites par la société Lerexcom Petroleum du groupe Ledy. Ces familles avaient saisi la justice et celle-ci avait tranché en leur faveur. En dépit de ce jugement, elles n'ont toujours pas joui de leurs droits, s'indigne le représentant des victimes, Honore Noso Lusala. «Ces victimes n'ayant plus la confiance à la justice congolaise, demandent au président Joseph Kabila de demander à M. Ledy de payer leurs droits fonciers avec dommages et intérêts», a-t-il plaidé.

Mbuji-Mayi : l'aéroport de Bipemba de nouveau ouvert au trafic. L'aéroport de Bipemba à Mbuji-Mayi (Kasaï Oriental) est de nouveau ouvert au trafic depuis samedi 16 décembre. Cet aéroport était fermé au trafic depuis vendredi 15 décembre matin à cause de la dégradation d'une partie de sa piste d'atterrissage. Depuis samedi 16 décembre matin, l'aéroport de Bipemba a connu une intense activité, notamment avec la reprise des vols commerciaux.

Kasaï: les présumés miliciens Kamuina Nsapu font une incursion au village Mwakalamba. La localité de Mwakalamba, dans le secteur de Kakenge, en territoire de Mweka (Kasaï), est vidée de sa population, depuis vendredi 15 décembre, après l'incursion d'un groupe de présumés miliciens Kamuina Nsapu. Les miliciens ont commis quelques exactions avant de fuir à l'arrivée des militaires qui, actuellement, assurent la sécurité dans ce village.

Casques bleus blessés : Lacroix salue leur service et engagement au service des Nations unies. Le chef des opérations de maintien de la paix de l'ONU Jean-Pierre Lacroix a visité ce dimanche 17 décembre à Kinshasa à l'hôpital du Cinquantenaire, cinq des casques bleus tanzaniens blessés lors de l'attaque de leur base à Beni. Il a salué leur engagement au service des Nations unies. Les patients ont été pris en charge par le service orthopédique, selon docteur Koshy, médecin directeur de cet établissement sanitaire. Les blessés, eux, affirment que leur situation évolue bien et ils espèrent reprendre vite du service.

Kasaï-Central : coup d'envoi de la campagne pour l'élection du gouverneur. La campagne pour l'élection du gouverneur et vice-gouverneur débuté ce dimanche 17 décembre. Elle va s'étendre jusqu'au mardi 19 décembre prochain. Les deux candidats en lice, Martin Kabuya (indépendant) et Denis Kambayi (de la Majorité présidentielle) sont invités à présenter leurs programmes d'action devant les députés provinciaux. L'élection du gouverneur et vice-gouverneur du Kasaï-Central est fixée au 21 décembre prochain à l'Assemblée provinciale.

Lundi 18 décembre.

Traque contre les ADF : la société civile de Beni préfère les actions concertées Fardc-Monusco. La société civile de Beni souhaite que l'armée congolaise mène des actions conjointes avec les casques bleus de la Monusco pour traquer les rebelles ADF plutôt que des opérations coordonnées entre les armées congolaise et ougandaise. Dans la dernière hypothèse, il y a risque que l'armée ougandaise s'installe dans cette partie du pays, redoute la société civile. Jeudi 14 décembre, les forces armées de la RDC et de l'Ouganda s'étaient réunies à Kasindi-Lubiraha, une localité congolaise située à environ 90 km au Nord-Est de la ville de Beni, frontalière. L'objectif de cette rencontre était de planifier la neutralisation des ADF et sécuriser les frontières entre la RDC et l'Ouganda.

Election du gouverneur de la Mongala : la société civile invite les députés provinciaux à «voter utile». La société civile locale de la Mongala appelle les députés provinciaux «à voter utile» en choisissant l'homme qu'il faut pour aider la province à se développer. Pour cette organisation citoyenne, depuis le démembrement du grand Equateur, la Mongala a reculé sur le plan économique à cause notamment de la mauvaise gestion de ses dirigeants et des querelles tribales au sein des institutions. Et pourtant, regrette Matthieu Mola, la province

regorge de nombreuses potentialités qui peuvent l'aider à décoller. Des 5 provinces démembrées du grand Equateur, la Mongala avec le Sud-Ubangi étaient perçues comme celles qui devraient réussir leur décollage. Deux ans après, la Mongala marque le pas, tandis que le Sud-Ubangi semble donner des signes de développement avec la réhabilitation de l'axe routier Akula-Gemena-Zongo, épine dorsale de son économie, selon le président de la société civile.

RDC : le processus électoral et la sécurité dans l'Est à l'agenda de la conférence des gouverneurs à Goma.

La sixième conférence des gouverneurs des provinces de la RDC s'ouvre ce lundi 18 décembre à Goma (Nord-Kivu). D'après des sources proches du protocole d'Etat, les participants à cette rencontre vont parler notamment du processus électoral en cours et sa sécurisation ainsi que de la sécurité dans l'Est de la RDC. Cette conférence de deux jours sera présidée par le président Joseph Kabila et le Premier ministre Bruno Tshibala.

RDC : plusieurs cadres de l'administration publique au chômage faute de notification. Plusieurs cadres et fonctionnaires de l'Etat, affectés depuis 2016 à l'administration publique provinciale comme secrétaires provinciaux, sont toujours au chômage. D'après le syndicat « Union des cadres et agents de carrière de la territoriale », les gouverneurs des provinces où ces agents ont été affectés, ne les ont toujours pas notifiés de leur nomination. Pourtant, c'est depuis le 7 novembre 2016 que le ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary avait nommé ces agents comme secrétaires provinciaux dans les vingt-six nouvelles provinces de la RDC. Leur tâche est de coordonner toutes les activités de l'administration dans les provinces conformément à la loi organique fixant l'organisation et le fonctionnement des services publics du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées. Depuis, rien n'a bougé du côté des gouverneurs et le syndicat des agents de la territoriale s'en plaint.

Traque des ADF : un mécanisme d'information entre les armées congolaise et ougandaise sera mis en place. Au terme d'une réunion de trois jours avec l'armée ougandaise à Kasindi-Lubiriha (Beni) pour planifier la neutralisation des ADF, l'armée congolaise affirme avoir convenu avec l'armée ougandaise de mettre sur pied un mécanisme d'information sur ce qui se passe en RDC en rapport avec la traque des ADF. A l'annonce de la réunion de Kasindi-Lubiriha, plusieurs voix s'étaient élevées pour s'opposer à une éventuelle opération militaire mixte des armées ougandaise et congolaise contre les rebelles ougandais des ADF. L'armée congolaise précise cependant que dans l'hypothèse d'une opération militaire avec l'armée ougandaise pour traquer les ADF, cette opération ne se sera pas conjointe. Il demande dès lors à la population habitant les zones frontalières de ne pas paniquer au cas où elle verrait des militaires ougandais se déployer le long de la frontière avec la RDC. Des séances de travail entre l'armée ougandaise et l'armée congolaise ont eu lieu du jeudi 14 au samedi 16 décembre dernier à Kasindi-Lubiriha, une localité congolaise située à environ 90 km au Nord-Est de la ville de Beni, frontalière de l'Ouganda. « L'armée ougandaise voulait connaître ce qui se passe sur notre territoire, craignant ainsi la perturbation de la sécurité dans leur pays. Et nous sommes allés là-bas pour expliquer aux Ougandais ce qui se passe concrètement sur notre territoire », a expliqué à Radio Okapi le commandant des opérations Sokola 1 Nord.

Kwilu : une congrégation catholique dénonce l'expropriation « illégale » de ses terres. Les pères de la congrégation catholique du Saint Sacrement dénoncent ce qu'ils qualifient d'expropriation illégale de leur concession située dans le site appelé « Plateaux de Bateke » dans la province de Kwilu. Le Représentant légal de la Congrégation du Saint Sacrement en RDC, le père Anaclét Bambala Mazina fait savoir que les pères qui habitent dans cette concession sont menacés par des agents du parc agro-pastoral de Bukanga Lonzo, sous prétexte que cette concession qui se trouve dans ce domaine, appartiendrait à ce projet agro-pastoral. Le père Mazina affirme que l'Etat congolais n'a jamais notifié la congrégation d'une quelconque expropriation de cette concession. Il recommande que l'Etat congolais notifie officiellement sa congrégation afin qu'un accord soit trouvé sur l'expropriation de cette concession.

Ituri : la Monusco annonce la fermeture de sa base de Bogoro. La Monusco va fermer prochainement sa base située dans la chefferie de Bogoro, à 25 Km au Sud-est de Bunia (Ituri), a annoncé jeudi Serge Kossi, le chef de la délégation que le chef du bureau de la Monusco en Ituri a dépêché dans ce groupement. D'après M. Kossi, la Monusco va garder sa base opérationnelle d'Aveba, située à 70 km de Bogoro pour intervenir en cas d'incidents sécuritaires dans le secteur. La nouvelle a été accueillie avec « effroi » par les habitants de la chefferie de Bogoro. Les femmes, informées de la décision de la Monusco, disent préférer quitter la localité en même temps que les casques bleus au lieu de s'exposer à l'insécurité.

Mardi 19 décembre.

Goma: la conférence des gouverneurs se penche sur la mobilisation des recettes des provinces. Le président de la République Joseph Kabila a ouvert lundi 18 décembre à Goma les travaux de la 6ème conférence des

gouverneurs. Ces travaux sont consacrés à la mobilisation des recettes propres aux provinces et leur structure des dépenses. Après une matinée consacrée à la présentation par les gouverneurs de l'état des lieux de leurs provinces en matière de mobilisation des recettes propres, les ministres de tutelle sont intervenus dans l'après-midi pour expliquer la mobilisation des recettes et l'affectation des dépenses. Pour les cadres de certaines provinces, parler de mobilisation des recettes propres des provinces sans la rétrocession du gouvernement central « c'est se voiler la face. » Plusieurs projets des provinces ne sont pas réalisés parce que le gouvernement central ne rétrocède pas aux provinces les fonds prévus, expliquent-ils. Certaines provinces fonctionnent difficilement, selon les mêmes sources, leurs agents sont impayés à cause de la non rétrocession. Pourtant, ce n'est pas la première fois que cette problématique est évoquée dans ce forum. Lors de la 2ème conférence en 2011, les gouverneurs des provinces avaient recommandé au gouvernement central de revoir à la hausse le niveau de l'enveloppe des recettes rétrocédées.

Boma : les représentants de l'opposition convoqués à l'ANR. Les responsables des partis politiques de l'opposition de la ville de Boma (Kongo-Central) ont été convoqués lundi 18 décembre au bureau local de l'Agence nationale des renseignements (ANR) pour recevoir une correspondance venant du maire de la ville. Ils ont tous refusé de réceptionner ce courrier. Jonas Tsundu Tsundu, secrétaire fédéral de l'Union pour la nation congolaise (UNC)/Boma a toutefois salué le sens de dialogue des agents de l'ANR. Ces derniers ont eu « à parler avec nous poliment. Nous n'avons pas été menacés », a témoigné M. Tsundu.

Tshopo : plus de 200 veuves militaires réclament leurs rentes de décembre. Plus de deux cents veuves et orphelins militaires dans la province de la Tshopo ne touchent pas pour ce mois de décembre leurs rentes de survie. Les deux mois d'octobre et de novembre 2017 ont été payés sans problème, ont-ils reconnu, affirmant être surpris de constater que leurs noms ne sont pas repris sur la liste de paie de décembre. Selon elle, le gérant de la Raw Bank leur aurait dit de s'en référer aux autorités militaires.

Loi électorale : le CAFCO dénonce le non-respect de la parité. Le Cadre permanent de concertation de la femme congolaise (CAFCO) exprime son indignation après l'adoption de la loi électorale au Parlement. Les élus n'ont pas pris en compte la notion de la parité homme-femme, a indiqué le CAFCO, au cours d'un point de presse tenu lundi 18 décembre à Kinshasa.

RDC : le Rassemblement maintient sa marche non autorisée. Le Rassemblement de l'opposition maintient son appel envers la population à manifester dans les rues de la RDC ce mardi 19 décembre, pour exiger des élections sans Kabila. Parmi les organisateurs, le secrétaire général de l'UDPS rejette la lettre du gouverneur de la ville de Kinshasa interdisant cette marche et accuse le gouverneur de la ville de Kinshasa d'afficher une attitude partisane: «La question de manifestations publiques est réglée par la constitution. On ne comprend pourquoi il doit utiliser la politique des deux poids deux mesures : empêcher le Rassemblement à faire de manifestation, d'un côté. De l'autre côté, laisser la majorité au pouvoir faire de manifestation et mener des actions». La Police nationale congolaise (PNC), de son côté, affirme qu'il n'y aura pas de manifestations publiques dans les rues ce mardi. Elle dit se soumettre à la lettre du gouverneur André Kimbuta interdisant ladite marche à Kinshasa.

Kasaï-Oriental : la députée Eugénie Tshika dénonce des tracasseries militaires à Kabeya Kamwanga. Les habitants du territoire de Kabeya Kamwanga sont victimes de plusieurs tracasseries de la part des militaires sur la route Mukamba-Kabeya-Kamwanga-Mbuji-Mayi au Kasaï-Oriental. Selon la députée nationale, Eugénie Tshika, ces militaires profèrent des menaces à l'encontre de tous ceux qui oseraient descendre dans la rue au Kasaï Oriental pour manifester. Eugénie Tshika accuse aussi les autorités territoriales de convoquer les partisans de l'UDPS pour leur demander «de ne rien faire le 19 décembre».

Marche du Rassemblement : Kinshasa aux allures d'une «ville morte». La marche projetée par le Rassemblement de l'opposition mardi 19 décembre n'avait pas débuté à Kinshasa jusqu'en milieu de la matinée. Les principales artères n'ont pas connu le flux habituel des véhicules de transport en commun, donnant l'impression d'une «ville-morte». Une présence policière importante reste visible dans quelques carrefours de Kinshasa comme le rond-point Magasin ou le rond-point Ngaba.

Uvira : après un timide réveil, les activités reprennent normalement. La ville d'Uvira au Sud-Kivu s'est timidement réveillée, mardi 19 décembre, à la suite de l'appel à manifester lancé par le Rassemblement de l'opposition. Jusqu'à 9h, la circulation était encore rare sur les artères principales de la ville. Quelques boutiques, magasins, bistrotts, ainsi que les agences de voyage ont ouvert leurs portes autour de 10 heures, heure locale. Les banques de la place ont aussi fonctionné normalement. Les services de l'Etat, comme l'OCC, la division des titres immobiliers, la SONAS, le palais de la justice, la DGM ainsi que tous les services de l'administration territoriale sont actifs. Les Forces de défense et de l'ordre sont visibles.

Kongo-Central : pas de marche du Rassemblement à Matadi, Kimpese, Boma et Muanda. La marche prévue par le Rassemblement de l'opposition mardi 19 décembre n'a pas eu lieu dans les villes de Kimpese, Matadi et Muanda, dans la province du Kongo-Central. A Boma, à 100 km à l'Ouest de Matadi, les activités ont été paralysées. La police et les Forces armées de la RDC ont été déployées dans toutes les agglomérations pour empêcher cette manifestation de l'opposition qui exige la tenue des élections d'ici le 31 décembre 2017. A Matadi, certains commerces et autres bureaux ont ouvert légèrement en retard. La circulation n'est pas intense comme d'habitude, surtout dans les communes de Mvuzi et de Nzanza. Dans la ville de Boma, la marche s'est transformée en ville morte.

Nord-Kivu : Jean-Pierre Lacroix à Beni pour visiter les Casques bleus tanzaniens blessés. Le Secrétaire général adjoint de l'Onu chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, est arrivé mardi 19 décembre dans la matinée à Beni au Nord-Kivu. Il s'est entretenu avec le maire et les responsables de la Monusco de ce territoire, ainsi que le commandant des opérations Sokola 1. Il devrait rendre visite aux Casques bleus tanzaniens blessés il y a une dizaine de jours, au cours de l'attaque de la base de la Mission onusienne.

Kasaï-Oriental : la marche du Rassemblement étouffée à Mbuji-Mayi. La marche du rassemblement des Forces politiques et sociales acquises au changement, a été étouffée à Mbuji-Mayi dans le Kasaï-Oriental. Un important dispositif policier et militaire déployé à travers toute la ville a empêché le déroulement de cette manifestation. Des interpellations sont signalées, dont celle de Denis Kalombo, président de l'UDPS, fédération de Mbuji-Mayi, et coordonnateur du Rassemblement, fédération du Kasaï Oriental.

Sud-Kivu : trois localités attaquées par des miliciens. Trois localités des groupements Buzi et Mubugu dans le territoire de Kalehe (Sud-Kivu) ont été attaquées lundi dans la soirée par des présumés combattants Nyatura. Dans la première localité, les assaillants ont tiré sur les habitations, touchant certaines maisons résidentielles. Ces miliciens ont attaqué une heure après les habitants de Numbi, poussant les forces de l'ordre à intervenir de nouveau et les mettre en déroute. Dans leur fuite, les assaillants ont laissé des tracts, enjoignant 25 notables de cette localité à réunir avant la fin de l'année la somme de 2000 dollars américains et de la leur faire parvenir. Dans ces tracts, ils menacent aussi d'attaquer de nouveau la localité si les personnes ciblées ne versent pas cette somme. Les assaillants se sont ensuite rendus à Kalungu où ils ont tiré en l'air avant de disparaître dans la nature. Aux sons des tirs, plusieurs habitants de Kalungu ont abandonné leurs maisons pour trouver refuge à Minova, une localité voisine.

Pas de manifestation de l'opposition à Kananga. Un important dispositif policier a été déployé mardi 19 décembre dans la ville de Kananga alors que l'opposition avait appelé à des manifestations pour exiger l'organisation des élections sans le président Kabila. La ville est plus calme que d'habitude. Les activités tournent au ralenti.

Dans les principaux carrefours, la police s'est déployée. Par petits groupes, des policiers se sont notamment positionnés au rond-point cercle, à proximité de l'église Notre Dame ainsi qu'à l'entrée du marché Salonga. Le maire de la ville avait appelé les habitants à ne pas manifester aujourd'hui et à vaquer tranquillement à leurs occupations.

Des chefs des églises de la Tshopo plaident pour la préservation de la paix. Dans un communiqué de presse rendu public lundi à Kisangani (Tshopo), ces représentants disent être préoccupés par la situation politique et sécuritaire en RDC, marquée selon eux par des déplacements de la population consécutifs aux violences. Ils appellent par ailleurs toutes les parties prenantes au processus électoral à la retenue.

Djugu : tensions intercommunautaires après le meurtre d'un jeune homme. Une vive tension s'observe depuis lundi entre les membres de la communauté Lendu et Hema à Djugu dans la province de l'Ituri. Tout est parti de l'annonce lundi par le chef des Bahema du meurtre par balles à Tsunga d'un jeune de sa communauté par des inconnus. Il accuse également des jeunes manifestants Lendu venus de la collectivité de Walendu Pitsi d'avoir incendié 28 maisons des Bahema à Blukwa, en représailles à l'incendie selon eux de leurs habitations de Thethe par des membres de la communauté Bahema Nord. D'après le chef Bahema, les Lendu ont également incendié une maison à Resto avant de détruire tous les biens qui s'y trouvaient dont huit motos. Malgré les appels au calme des représentants de communautés Lendu et Hema à Bunia, plusieurs villages dans la zone se sont vidés de ses occupants depuis ce mardi dans la matinée.

Jean-Marc Kabund : «Le pouvoir a peur de voir la population manifester ». Les activités ont été paralysées mardi 19 décembre dans plusieurs villes de la RDC. L'UDPS estime que son appel à la marche a été entendu, expliquant que le déploiement de la police sur la voie publique partout dans le pays constitue une « forme de

terrorisme ». Le secrétaire général de l'UDPS, Jean-Marc Kabund-a-Kabund, soutient que le pouvoir a peur de voir la population manifester.

Marche du Rassemblement : des dizaines de militants de l'UDPS arrêtés (Police). La police nationale congolaise (PNC) dit avoir étouffé mardi 19 décembre dans plusieurs villes de la RDC la marche initiée par le Rassemblement de l'opposition. Le porte-parole de la PNC, le colonel Pierrot Rombeau Mwanamputu, indique que des dizaines de militants et cadres de l'UDPS ont été arrêtés lors de cette manifestation interdite par les autorités. Au niveau de la province du Kasai-Oriental, quelques tentatives d'attroupements hostiles des militants de l'UDPS ont été dispersés. Dans cette circonstance, la police a mis la main sur le président fédéral de l'UDPS pour trouble à l'ordre public. Au niveau de la province du Maniema, à Kindu, au total, vingt-sept auteurs des troubles ont été appréhendés. A Tshikapa (Kasai), le président sectionnaire de l'UDPS a été aussi appréhendé pour troubles à l'ordre public et incitation à la révolte.

Casques bleus tués à Beni : un analyste plaide pour des enquêtes de l'ONU. Le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la paix, Jean-Pierre Lacroix, est arrivé mardi 19 décembre à Beni (Nord-Kivu). Sa visite pourrait accélérer l'ouverture d'une enquête sur l'attaque de la base militaire de la Monusco à Beni, qui a causé la mort des quatorze casques bleus tanzaniens, a estimé un analyste militaire, le colonel Daniel Lusadisu. D'après lui, les enquêtes conduites par les autorités congolaises n'aboutissent que rarement. Un suivi des Nations unies pourrait permettre de faire la lumière sur cet incident.

Mercredi 20 décembre.

Marche du Rassemblement : libération des manifestants interpellés à Mbuji-Mayi et Kindu. Les vingt-sept personnes interpellées par la police lors de la manifestation interdite de mardi 19 décembre ont toutes été libérées dans la soirée, selon le président de l'ONG Association pour l'accès à la justice (ACAJ). A Mbuji-Mayi, les neuf membres de l'UDPS interpellés ont tous été aussi remis en liberté dans la soirée. Par contre, le mouvement Engagement citoyen pour le changement (ECHA) dénonce l'arrestation de quelques-uns de ses membres à Kinshasa en marge de cette manifestation étouffée.

Jean-Pierre Lacroix sur les Casques bleus tués : «Il y aura une enquête très poussée». Le secrétaire général adjoint des Nations unies chargé des opérations de maintien de la Paix, Jean-Pierre Lacroix a séjourné mardi 19 décembre à Beni au Nord-Kivu. Il a encouragé les Casques bleus tanzaniens de la Monusco à poursuivre leur mission de protection des civils dans la région, en dépit des pertes subies notamment lors de la dernière attaque attribuée aux présumés rebelles ougandais des ADF. « Il y aura une enquête très poussée qui sera faite. J'ai eu l'occasion de dire aux autorités tanzaniennes civiles et militaires, mais aussi aux responsables militaires des pays qui contribuent à la brigade d'intervention, que cette enquête se fera en étroite liaison avec eux. L'enquête sera conduite avec les moyens qu'il faudra. Les conclusions et les recommandations qui en résulteront seront évidemment examinées, traitées au plus haut niveau et le plus rapidement possible. Il y a des groupes armés notamment des ADF et autres qui intensifient leurs activités, oppriment la population et pillent les ressources. Comme nous dérangeons par nos activités, ces groupes s'attaquent à nous. C'est peut-être aussi une manière de leur part de reconnaître que nous avons un impact puisque nous les empêchons de faire ce qu'ils veulent. Il faut à tout prix travailler pour être plus effectif dans la réaction contre ces groupes et c'est sera l'objet de l'enquête. Bien attendu, ce travail devra aussi être fait avec les autorités de la RDC, parce que c'est leur responsabilité première d'assurer la sécurité sur le territoire de ce pays. Nous, nous sommes en appui. J'ai eu l'occasion de m'entretenir de ce sujet avec son excellence le président de la République et différents responsables du gouvernement congolais. Nous sommes d'accord pour déterminer que nous allons travailler ensemble. ».

Beni : la localité de Kaheri se vide de ses habitants. La localité de Kaheri, située dans le groupement Musindi, en chefferie de Bamate (Beni) se vide depuis le weekend dernier de ses occupants. Ces derniers fuient des combats qui opposent depuis samedi dernier les miliciens Maï-Maï Mazembe aux miliciens du NDC-Rénové de Guidon dans la localité.

Kananga : 4 morts dans un déraillement d'un train marchandise de la SNCC. Quatre personnes ont trouvé la mort, lundi 18 décembre dans la soirée, lors du déraillement d'un train marchandises de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). L'accident s'est déroulé au village Bena-Kabiebue, à Demba, au Kasai-Central. Selon le directeur de la région Nord de la SNCC, Alfred Mato, l'accident a été provoqué par l'accumulation du sable sur la voie ferrée. Le train venait d'Ilebo pour Kananga. Trois personnes sont décédées sur-le-champ et une autre a succombé de ces blessures avoir été tiré des décombres. Au total, cinq blessés ont été sortis des décombres.

Conférence des gouverneurs : faible maximisation des ressources au niveau des provinces. Les provinces de la RDC notent un faible niveau de maximisation des ressources. Cette rencontre a porté sur la mobilisation des recettes propre et leurs affectations. Face à ce constat de faible maximisation des recettes, les provinces recommandent entre autres le renforcement des capacités de leurs régies financières. «En ce qui concerne l'affectation de leurs recettes, elles indiquent que l'essentiel des recettes couvre leurs dépenses courantes», a déclaré M. Ramazani. Le gouvernement de la RDC s'engage à payer les arriérés dus aux provinces et à reprendre le décaissement en leur faveur comme par le passé. Une motion de soutien de tous les gouverneurs au président Joseph Kabila a été lue à la clôture de la conférence.

RDC : le ministre Okundji dénonce la spoliation du patrimoine immobilier de la SCPT à Kinshasa. Le ministre des Postes, télécommunications et nouvelles technologies de l'Information et de la Communication Emery Okundji dénonce la spoliation du patrimoine immobilier de la Société commerciale des postes et télécommunications (SCPT) situé dans la commune de la Gombe à Kinshasa. Au terme d'une descente sur terrain effectué lundi, le ministre rapporte que les deux parcelles de la société situées sur l'avenue de l'Imprimerie à Gombe et mises à la disposition du directeur de la logistique et de son adjoint, ont été spoliées par des tierces personnes.

Kinshasa : lancement de la sensibilisation du personnel soignant sur l'hépatite-B. Les Cliniques Universitaires de Kinshasa ont lancé ce mercredi 20 décembre à Kinshasa une campagne de sensibilisation du personnel soignant dont les jeunes médecins et les infirmiers, sur l'hépatite-B ainsi que les modes de prévention contre cette maladie. L'objectif de cette campagne financée par l'OMS, est de renforcer les informations du personnel de santé qui est en contact avec des patients qui souffrent de cette maladie afin de mieux les prendre en charge.

Election du gouverneur de l'Equateur : le bureau de l'assemblée accusé d'entrave à la campagne. Trois candidats à l'élection du gouverneur de l'Equateur accusent le bureau de l'assemblée provinciale d'avoir entravé leur campagne électorale qui devrait intervenir mardi devant les députés provinciaux. Les trois candidats qui devraient selon le calendrier défendre leur projet mardi lors d'une plénière ont retrouvé le siège de l'hémicycle vide et fermé. Aucun membre du bureau permanent de l'assemblée n'était présent et les bureaux du personnel d'appoint sont restés fermés toute la journée. Les trois candidats réclament la réorganisation du bureau de l'assemblée provinciale avant la convocation de ce scrutin en vue d'en assurer la transparence.

Kamina : huit miliciens Nyatura condamnés à perpétuité pour génocide. Dans son verdict rendu lundi 18 décembre, le tribunal militaire, garnison de Kamina (Haut-Lomami), a condamné à perpétuité huit ex-combattants de la milice APCLS/Nyatura. Ils étaient poursuivis pour crime de génocide commis pendant leur séjour au centre de désarmement et démobilisation à la base militaire de Kamina en septembre 2016. Ils devront aussi payer subsidiairement avec l'Etat congolais les dommages intérêts à deux familles parmi celles qui se sont constituées en parties civiles, la somme de 2 500 000 francs congolais (environ 1 500 USD). Les avocats des prévenus demandaient au ministère public de requalifier l'infraction de génocide, et parler plutôt de meurtre. Les ex-combattants de la milice APCLS s'étaient affrontés à ceux de la FRPI au camp de désarmement et démobilisation à Kamina en septembre 2016.

RDC: la FIDH accuse le pouvoir d'avoir «instrumentalisé» les violences au Kasai. Dans un rapport publié mercredi 20 décembre, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) fait état des crimes commis par les forces de l'ordre congolaises et des milices contre des civils dans le territoire de Kamonia au Kasai entre mars et juillet dernier. Des exactions qui sont intervenues en réponse au soulèvement de la milice Kamuina Nsapu. Pour la FIDH, «les atrocités commises au Kasai s'inscrivent dans une instrumentalisation récurrente des tensions et violences par le régime de Joseph Kabila, afin de conserver le pouvoir par le chaos et la diversion». Pour élaborer ce rapport intitulé «Massacre au Kasai: des crimes contre l'humanité au service d'un chaos organisé», la FIDH a recueilli des témoignages des réfugiés congolais en Angola. Plusieurs familles ont trouvé refuge dans ce pays pour fuir les violences à Kamonia. Le rapport mentionne ainsi des villages détruits à l'arme lourde, des attaques d'hôpitaux et de lieux de culte, des exécutions, tortures et mutilations, des violences sexuelles, des pillages et des arrestations arbitraires. D'après les récits des réfugiés, lit-on dans le document, «il apparaît qu'entre mars et juillet 2017, les éléments de la milice Kamuina Nsapu, les forces de défense et de sécurité (principalement des Fardc et de la PNC) et leurs supplétifs membres de la milice Bana Mura, ont alternativement pris le contrôle de plusieurs villages. Une occupation durant laquelle un grand nombre d'exactions a pu être répertorié». La FIDH explique, en outre, que les forces de défense et de sécurité congolaises ont soutenu la milice Bana Mura lors des massacres visant les populations Luba. L'organisation demande aux autorités congolaises de mener des enquêtes indépendantes et impartiales sur ces crimes afin de poursuivre en justice leurs responsables.

Suspension des activités de l'assemblée provinciale de Lomami : l'intervention de Joseph Kabila sollicitée ; Dans une déclaration publiée lundi 18 décembre, les députés provinciaux de la Lomami sollicitent l'intervention du chef de l'Etat pour la reprise des activités à l'assemblée provinciale, suspendues depuis plus d'un mois par le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur. Ils estiment que cette mesure n'a pas sa raison d'être. Dans plus ou moins dix jours, ce sera la fin de cette session budgétaire. Et l'édit budgétaire n'a pas encore été examiné, la motion de censure en l'encontre du gouvernement provincial, encore pendante.

RDC : la Monusco déplore «une aggravation des crises» en 2017 ; L'année 2017 a été difficile et complexe pour la Monusco et la RDC, a déclaré la porte-parole de la mission onusienne, Florence Marchal, mercredi 20 décembre au cours de la conférence de presse hebdomadaire des Nations unies à Kinshasa, déplorant «une aggravation des crises à la fois politique, économique, sécuritaire, humanitaire» dans ce pays. «Nous avons perdu des casques bleus, nous avons des collègues experts des Nations unies qui ont été assassinés. Des milliers des Congolais ont dû être déplacés en raison des conflits, d'autres Congolais souffrent de la malnutrition sévère », a rappelé Florence Marchal. Toutefois, la Monusco et tout le système onusien feront tout ce qu'ils peuvent pour la stabilité et le développement de ce pays.

Des militaires agressés par les habitants de Djugu. Deux militaires ont été attaqués par un groupe d'habitants munis de machettes qui les ont dépouillés de leurs armes vers la localité de Tse (territoire de Djugu) à environ 60 km de Bunia. Des sources concordantes signalent l'incendie de maisons mardi soir et ce mercredi matin dans certains villages, à la suite d'un « conflit identitaire qui risque d'endeuiller de nouveau cette nouvelle province. » Des sources locales rapportent que ces deux militaires ont été invités par un chef coutumier pour disperser un groupe d'habitants qui serait en train de se concerter pour se venger contre leurs voisins. A leur arrivée, ces soldats ont été agressés par ces habitants, qui étaient munis d'armes blanches. Ils ont ravi leurs armes, après avoir blessé à coup de machettes l'un d'eux. Un soldat a été tué lundi et un autre dépouillé de son arme le week end dernier dans la même région. La situation sécuritaire continue à se dégrader dans cette partie du territoire de Djugu en Ituri, déjà ruinée par des conflits intercommunautaires. La tension persiste en effet entre certains membres des communautés Lendu et Hema.

Jeudi 21 décembre.

RDC : la présidence, la primature et le Sénat en dépassements budgétaires. L'Observatoire de la dépense publique (ODEP) dit avoir constaté que pendant cette période, 2012 à 2016, quelques institutions ont consommé des crédits en dépassement. Il s'agit notamment de la présidence de la République: 144,8%, la primature: 244,4% et le Sénat: 115,9. Pendant ce temps, une sous-consommation des crédits dans les secteurs clés de la vie nationale a été observée. Pour l'Observatoire de la dépense publique, l'absence de justice sociale, le manque de transparence et l'absence de discipline budgétaire, le manque d'équité dans la gestion des finances publiques sont les facteurs ayant caractérisé le quinquennat. La même source déplore également le déficit de suivi et de contrôle par le Parlement, l'Inspection générale des finances et la Cour des comptes dans l'exécution du budget. Conséquences, l'atteinte des résultats dans la mise en œuvre du programme d'actions du gouvernement reste faible, conclut l'ODEP.

Cadres des services publics arrêtés pour détournements : pour l'ACGT, l'agent arrêté est innocent. La direction générale de l'Agence congolaise des grands travaux (ACGT) renouvelle sa confiance à Joseph Kihanga Temba, le chef de mission de contrôle et de surveillance des travaux de l'agence dans les projets de modernisation du Boulevard Lumumba. Il a été arrêté récemment à la suite des enquêtes des services du conseiller spécial du chef de l'Etat en matière de bonne gouvernance Luzolo Bambi sur des présumés cas des détournements au sein des entreprises publiques. Pour le Directeur générale de l'ACGT Charles-Médard Ilunga Mwamba, M. Kihanga est innocent. Le DG de l'ACGT dit renouveler également sa confiance en la justice congolaise, estimant qu'elle fera toute la lumière pour mener à la libération son agent. M. Temba est mis en cause dans les détournements présumés des fonds destinés à la construction de passerelles sur le boulevard Lumumba.

Haut-Lomami : un train va évacuer des produits bloqués dans trois localités. Plusieurs commerçants du Haut-Lomami, membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), saluent l'arrivée depuis lundi à Kitenge, d'un train d'une vingtaine de wagons destinés à évacuer vers les centres de consommation des marchandises bloquées dans les gares de trois localités agricoles de la province. Plusieurs produits dont le maïs, l'arachide, le haricot et le soya sont depuis environ un mois bloqués à Kime, Kamunga et Kitenge, faute des routes de desserte agricole, abimées pour la plupart. La FEC avait alerté la Société nationale de chemin de fer sur la situation des commerçants du Haut-Lomami dont les marchandises, 160 tonnes au total, se détérioraient aux gares de trois localités faute de trafic ferroviaire.

Lubero: cinq mors dans une attaque des miliciens contre une centrale de l'ICCN. Cinq personnes ont été tuées et deux autres blessés dans une attaque des miliciens Mai-Mai survenue mardi à Ivingu dans le Lubero (Nord-Kivu) contre les installations de la Centrale de l'ICCN de Luviro en chantier. D'après l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) qui a livré cette information, quatre des assaillants ont été tués ainsi qu'un civil. Parmi les deux blessés figure un garde de parc. La direction du Parc national des Virunga a condamné un acte « ignoble » qui vise « à décourager les efforts de développement dans la province du Nord-Kivu ». La direction du Parc promet que cette attaque « ne remettra pas en cause la finition du chantier de la centrale de Luviro ». Pour sa part, la société civile de Lubero soutient que les assaillants visaient dans cette attaque les armes des gardes parcs pour se ravitailler en munitions.

André-Alain Atundu : « Pour la MP, 2018 doit consacrer la fin du processus électoral par les élections ». Au cours d'un point de presse organisé mercredi pour dresser le bilan de l'année 2017 qui s'achève, le porte-parole de la Majorité présidentielle (MP) André-Alain Atundu a indiqué que pour sa plateforme politique, l'année 2018 marque la fin du processus électoral. Il invite pour cela chaque partie-prenante « à se préparer aux élections sans faux-fuyant ». La MP renouvelle son engagement à accompagner son autorité morale dans la réalisation des aspirations profondes de la population d'aller aux élections apaisées et non productrices de chaos. **Bilan 2017.** le porte-parole de la MP a indiqué que pour sa plateforme politique, l'année 2017 a été marquée par l'engagement du président Kabila à mettre en œuvre l'accord signé en 2016 entre Majorité et opposition sous l'égide de la CENCO. Et cet engagement du chef de l'état congolais a été couronné par la publication du calendrier électoral, a soutenu M. Atundu.

Denis Kambayi élu gouverneur du Kasai-Central. L'ancien ministre des Sports, Denis Kambayi a été élu gouverneur du Kasai-Central, jeudi 21 décembre face au candidat indépendant Martin Kabuya. Par douze voix contre dix, il devance son challenger. Vingt-trois députés ont pris part au scrutin. Sur les 23 bulletins, un a été déclaré nul. Après l'annonce des résultats, le gouverneur élu a annoncé sa volonté de « travailler avec tout le monde ».

Nord-Kivu : Kasongo Kalamo, le chef de la milice Nyatura tué dans une embuscade tendue par une milice rivale. Le chef du groupe armé Nyatura/FDDH, Kasongo Kalamo a été tué dans des combats qui ont opposé mercredi ses miliciens aux combattants des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR/CNRD) à Bukama, localité située à environ 15 km de la cité de Kitshanga dans le Masisi (Nord-Kivu).

Tanganyika: un groupe de députés continue de contester le président de l'Assemblée provinciale. Un groupe de députés provinciaux du Tanganyika fustige la participation du président de leur assemblée provinciale Benoit Mbayo à la sixième conférence des gouverneurs qui s'est tenue à Goma. Dans une déclaration faite mardi à Kalemie, ce groupe des députés affirme que M. Mbayo, « déchu », n'était pas qualifié pour représenter le parlement provincial du Tanganyika à ces assises. Il sollicite l'implication du président Kabila pour que soit levée la mesure de suspension des plénières de l'assemblée provinciale prise par le ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary. Le président de l'organe délibérant du Tanganyika pour sa part affirme être dans la légalité, rappelant qu'il a été invité à prendre part à cette conférence par le gouvernement central. C'est depuis septembre dernier que le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadary, a suspendu les travaux au sein de cet organe à la suite des bagarres qui avaient éclaté entre des députés proches du président de l'organe délibérant et un groupe de députés qui réclamaient sa déchéance.

Louis Mbonga, nouveau gouverneur de la Mongala. Louis Mbonga, candidat de la Majorité présidentielle (MP) a été élu gouverneur de la province de la Mongala. Sa liste a obtenu 22 voix sur 23 votants. Son adversaire, Jean Lisasi, indépendant, n'a récolté aucune voix, un des votants s'étant abstenu.

Bobo Boloko élu gouverneur de l'Equateur. Candidat de la Majorité présidentielle (MP), Bobo Boloko, a été élu gouverneur de province de l'Equateur jeudi 21 décembre par 21 députés provinciaux sur les 22 votants. Il l'a emporté face à trois candidats indépendants, dont le premier n'a obtenu qu'une seule voix. Elu 5e gouverneur de l'Equateur depuis 2006, Bobo Boloko, grand entrepreneur de la ville, hérite cependant d'une province minée par la pauvreté, la cupidité, le détournement des deniers publics et par le trafic d'influence. La population attend de lui la réhabilitation des routes très délabrées dans l'ensemble de la province, l'accès à l'eau potable et à l'électricité. Il devra aussi travailler pour l'unité de tous ses administrés, afin de les amener dans le processus du développement de la province.

Opération militaire contre les groupes armés à Rutshuru. Trois présumés kidnappeurs ont été capturés et trois élèves otages délivrés, lors des opérations militaires lancées depuis mardi dernier dans le secteur de Kaseke en territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Ces opérations, lancées par le secteur opérationnel Sokola 2, visent à assainir le secteur de Kaseke et ses environs. Cette zone est en proie aux Kidnappings récurrents, viols et

d'autres atrocités perpétrés par les groupes armés contre les populations locales, précise le fonctionnaire délégué du gouverneur de province, Jason Ntawira. Ces opérations entrent dans le cadre de la traque de tous les groupes armés actifs dans le territoire de Rutshuru. Il s'agit notamment des combattants des FDLR et des Maï-Maï, a-t-il précisé.

Vendredi 22 décembre.

Casques tués à Beni : la RDC annonce l'ouverture d'une enquête. Le gouvernement congolais annonce l'ouverture d'une enquête sur l'attaque qui a coûté la vie à 14 casques bleus tanzaniens à Semuliki dans le territoire de Beni. Le porte-parole du gouvernement et ministre de la Communication et Médias a fait savoir que cette enquête se déroule en collaboration avec la Monusco. Les 14 casques bleus tanzaniens ont trouvé la mort lors d'une attaque armée attribuée aux présumés rebelles ougandais des ADF. Mais, les circonstances de cette attaque ainsi que les responsabilités de ce drame restent à élucider. La cour militaire opérationnelle de Beni est d'ores et déjà à pied d'œuvre.

Djugu : retour au calme après cinq jours des tensions intercommunautaires. Le calme est revenu depuis jeudi à Djugu (Ituri), environ cinq jours après des tensions intercommunautaires qui ont secoué le territoire. Des sources locales rapportent que des actes des violences qui s'observaient depuis quelques jours dans le secteur se sont estompés. Des sources expliquent cette accalmie par le déploiement depuis deux jours dans toutes les zones à trouble du territoire des unités de l'armée et de la police pour rétablir l'ordre. Des chefs coutumiers des deux communautés ainsi que les membres du comité de sécurité du territoire de Djugu ont également été dépêchés dans les zones des violences pour sensibiliser la population sur la cohabitation pacifique. C'est depuis dimanche que des violences ont éclaté entre les membres de la communauté Lendu et Hema à Djugu.

Lualaba: l'entreprise minière KCC relance sa production de cuivre. L'entreprise minière Kamoto Cooper Compagny (KCC) dont les installations sont situées à Kolwezi (Lualaba) a relancé depuis la semaine dernière ses activités de production de cuivre. Il y a deux ans, le géant des matières premières Suisse Glencore, alors actionnaire majoritaire de l'entreprise à travers sa filiale congolaise Katanga Mining qui détient 75 % des parts, avait décidé de suspendre la production minière de ses mines de Kamoto en RDC et Mopani en Zambie en vue de la construction d'une nouvelle usine. Le 11 décembre dernier, KCC a annoncé qu'une partie de la nouvelle usine est déjà mise en service. D'après ce document, l'usine tournera à plein régime d'ici la fin du premier trimestre 2018 et prévoit de produire 150.000 tonnes de cuivre et 11.000 tonnes de cobalt d'ici la fin de l'année 2018. D'après les prévisions de KCC, la production du cuivre pourrait atteindre les 300 000 tonnes en 2019 et celle de cobalt 34.000 tonnes, lit-on dans ce communiqué.

L'homme d'affaire israélien Dan Gertler sanctionné par le trésor américain. Le Département du Trésor des États-Unis a placé sous sanctions financières le milliardaire israélien Dan Gertler, plusieurs fois cité dans des transactions minières et pétrolières controversées en RDC, en raison d'atteintes répétées aux droits de l'homme. Le trésor américain accuse M. Gertler d'avoir utilisé son amitié avec le président Joseph Kabila pour agir en tant qu'intermédiaire dans la vente d'actifs miniers en RDC. Et selon le communiqué du département américain du trésor américain, « la RDC a perdu près de 1,36 milliard de dollars de recettes à cause de la vente à prix cassé de ces actifs à des compagnies offshore liées à Gertler ». Dans cette optique, le trésor américain annonce avoir procédé au gel de ses avoirs pour dénoncer publiquement les actes flagrants qu'il a commis.

Rutshuru : des hommes armés tuent 7 personnes à Bwito. Sept personnes ont trouvé la mort dans une attaque d'hommes armés sur un véhicule des commerçants survenue dimanche 15 octobre entre les localités de Bambu et Kisheshe à Bwito dans le Rutshuru (Nord-Kivu). Parmi les victimes de l'attaque, quatre civils de la communauté hutu et trois militaires. Ce lundi 16 octobre, une vive tension règne depuis la matinée entre les communautés ethniques habitant la chefferie de Bwito. D'après les hutu, les victimes ont été visées à cause de leur appartenance ethnique. Craignant une escalade de la violence sur fonds des conflits ethniques, le fonctionnaire délégué du gouverneur à Bwito a appelé toutes les communautés locales au calme, promettant une enquête pour identifier les auteurs de cette attaque et les traduire en justice.

Attaque de la base de la Monusco : le ministre tanzanien de la défense demande une enquête. Le ministre tanzanien de la Défense, Hussein Alli Mwinyi, a demandé une enquête de l'ONU afin d'élucider les circonstances de l'attaque de la base des Casques bleus du contingent tanzanien, à Semuliki. «D'abord nous voulons que les Nations Unies mènent des enquêtes. Cela va nous permettre d'avoir des précisions par rapport aux failles qui ont mené à cette attaque. Nous allons nous y mettre pour réparer ces faiblesses, du moins à notre niveau comme contingent tanzanien, mais aussi en tant que force de la brigade d'intervention et la Monusco», a plaidé Hussein Alli Mwinyi. Jeudi 7 décembre dernier, la base de la Monusco à Semuliki avait été attaquée par des présumés rebelles ougandais des ADF. 14 Casques bleus tanzaniens et 5 soldats congolais ont été tués. Le

ministre tanzanien recommande également une collaboration entre les forces de la RDC, la FIB et la force de la Monusco pour mettre fin aux groupes armés.

Haut-Katanga : l'Unicef prend en charge plus de 300 enfants séparés de leurs familles à Pweto. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance finance depuis deux mois, les activités de prise en charge de trois cent quarante-sept enfants non accompagnés répertoriés dans la cité de Pweto (Haut-Katanga). Selon le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) qui livre ces chiffres vendredi 22 décembre, ces enfants sont répartis dans les villages Kansabala, Kasama, Kipeto, Lukonzolwa, Mutabi et Mwenge. Ces enfants bénéficient de la prise en charge médicale, du support dans les familles d'accueil ainsi que la réunification familiale. Des recherches continuent pour identifier d'autres enfants parmi les personnes déplacées internes qui ont été séparés de leurs familles et communautés, à cause des conflits et violences armés. Toujours selon OCHA, le projet prend fin d'ici la fin de décembre 2017. Mais les experts pensent que ces chiffres risquent d'augmenter dans les prochains jours, car l'insécurité est loin de s'améliorer à Pweto. De nombreux enfants affectés par ces conflits sont encore sans assistance. 70 000 USD sont encore nécessaires pour continuer la prise en charge des enfants identifiés non accompagnés. Environ 19 500 autres enfants se trouvant dans le Territoire de Pweto ont été également affectés par ces violences et leurs conditions nécessiteraient un accompagnement psychosocial.

Sud-Kivu : début du procès d'Abbas Kayonga, ex-chef anti-fraude. La cour militaire du Sud-Kivu a débuté jeudi 21 décembre le procès d'Abbas Kayonga et compagnie dans la commune d'Ibanda à Bukavu. Le tribunal militaire de garnison de Bukavu déclaré incompetent le mois de novembre dernier pour juger cet ex-chef de la lutte anti-fraude minière. L'ouverture de la séance a consisté à l'identification de tous les 32 prévenus qui ont comparu devant la cour militaire.

Les fonctionnaires de la troisième promotion de l'ENA non payés depuis quatre mois. Les jeunes fonctionnaires de la troisième promotion de l'Ecole nationale d'administration (ENA) ne sont pas payés depuis maintenant quatre mois. Recrutés dans le cadre de la réforme de l'administration publique congolaise, ils ont adressé un mémorandum, vendredi 22 décembre, au Premier ministre pour trouver une solution à leur situation. Ils disent avoir épuisé toutes les procédures au niveau du ministère de tutelle. «Nous sommes-là en pleine revendication auprès du gouvernement congolais, initiateur de la réforme de l'administration publique. C'est dans ce cadre que nous avons été recrutés. Mais, il est arrivé que depuis la fin de notre formation au mois de juillet que nous avons intégré l'administration publique, le gouvernement ne sait pas honorer ses engagements. Ça fait quatre mois que nous ne sommes pas payés», a déploré l'un de ces fonctionnaires, qui a requis l'anonymat.

Frappes aériennes de l'armée ougandaise contre des positions des ADF en RDC. Selon un communiqué du ministère ougandais de la Défense, son armée (Uganda People's Defence Force, UPDF) annonce avoir mené des opérations militaires contre les positions des rebelles des ADF en RDC. L'armée ougandaise justifie cette attaque «préventive» par des informations partagées entre les deux pays qui feraient état d'un projet d'attaque des rebelles ougandais des ADF sur le territoire ougandais. Les autorités congolaises ont exprimé le vœu d'organiser une opération conjointe contre cette rébellion. L'attaque «préventive» de l'UPDF contre les ADF a eu lieu vendredi 22 décembre. L'Ouganda a usé des frappes aériennes sans engager les troupes au sol, d'après les sources militaires ougandaises.

Samedi 23 décembre.

Le parquet de Tshimbulu de nouveau opérationnel avec un seul juge. Le parquet de Tshimbulu dans le Kasai-Central est de nouveau opérationnel, après plusieurs mois d'inactivité à la suite des violences liées à la milice de Kamuina Nsapu. Cette situation avait poussé les magistrats à déserter le parquet. Un seul juge, retourné la semaine dernière, y travaille dans des conditions difficiles, ont rapportés vendredi 22 décembre des sources locales. «Le parquet manque d'installations. Il a été pillé et saccagé par les miliciens de Kamuina Nsapu », affirme-t-il.

Douze morts dans le naufrage d'une embarcation. Douze personnes sont mortes et dix autres ont disparu dans le naufrage d'une embarcation sur la rivière Kwilu dans le centre de la RDC. L'accident, qui s'est produit dans la nuit du 18 au 19 décembre à 27 km de Kikwit, est dû "à l'état vétuste" de l'embarcation. "Elle était très surchargée, avec plus de 50 sacs de ciment, plusieurs barres de fer, d'autres matériels de construction et plus de 30 passagers à bord".

Mbuji-Mayi: des dispositifs de lavage de mains pour lutter contre le choléra. La division provinciale de la santé du Kasai-Oriental a procédé vendredi 22 décembre à la remise des dispositifs de lavage de mains à toutes

les dix zones de santé de Mbuji-Mayi. Il s'agit d'un don de l'OMS visant à renforcer la prévention contre l'épidémie de choléra, a précisé le docteur Marie-Albert Tshizemba, chef de la division provinciale de la santé.

Bunia : six blessés lors d'un accrochage entre fidèles kimbanguistes et habitants de Simbilyabo. Six personnes ont été blessées vendredi 22 décembre à coups de machettes et jets de pierre au quartier Simbilyabo à Bunia, lors des échauffourées entre des membres de l'Eglise kimbanguiste de Saïo et un groupe des gens qui se disent autochtones du milieu. Les deux parties revendiquent la propriété de la concession dans laquelle est érigée l'Eglise kimbanguiste. Elles se sont affrontées dans la cours de l'église kimbanguiste de Saïo, et il a fallu l'intervention de la police pour calmer la situation. Tout est parti lorsqu'un groupe d'habitants de Simbilyabo, qui se reconnaissent comme autochtones du milieu sont allés morceler cette concession en parcelles. Travail que la communauté Kimbanguiste considère comme une destruction méchante.

L'entreprise minière CDM accusée de pollution à Lubumbashi. Les habitants du quartier Kasapa dans la commune Annexe dénoncent l'inondation de leurs parcelles par des eaux qui proviennent des usines de l'entreprise minière Congo Dong Fang Mining (CDM). Ils affirment également que l'usine de cette entreprise dégage une fumée qui serait toxique pour leur environnement. L'entreprise CDM profite souvent de fortes pluies pour évacuer les eaux polluées qui proviendraient de ses installations. Pour la population locale, ces eaux parfois débordent et pénètrent dans les parcelles, inondent les avenues et bloquent le passage même des véhicules. Après le passage de ces eaux, une couleur blanchâtre reste coller sur les plantes de certains jardins du quartier, selon les mêmes témoins. Les plaintes sont presque les même pour ce qui est de la fumée qui se dégage de l'usine de cette société. L'attaché juridique de CDM, Erick Muyombi, promet aussi de faire rapport à sa hiérarchie enfin de convoquer le département de l'environnement, pour éclairer l'entreprise par rapport à toutes ces accusations.

Kinshasa : l'ACGT annonce la construction de l'autoroute de l'aéroport en 2018. L'Agence congolaise de grands travaux (ACGT) a annoncé vendredi 22 décembre qu'elle va matérialiser plusieurs projets en 2018, notamment l'autoroute de l'aéroport à Kinshasa et la route Kolwezi-Dilolo dans l'ex-Katanga. Cette annonce a été faite par son directeur général, Charles Médard Ilunga, à l'issue d'une réunion d'évaluation des activités de l'année qui s'achève et de planification de celles à mener par l'ACGT en 2018. D'une longueur de 20 km, l'autoroute devant relier le centre-ville de Kinshasa à l'aéroport de N'djili est perçue comme l'une des solutions pour décongestionner la circulation routière et permettre ainsi à la population d'atteindre rapidement l'aéroport.

Beni: la société civile préoccupée par les frappes aériennes de l'armée ougandaise. La société civile de Beni (Nord-Kivu) a émis samedi 23 décembre des craintes face à l'intervention de l'armée ougandaise sur le sol congolais. L'UPDF a effectué la veille des frappes aériennes contre les positions des rebelles ougandais des ADF au nord-est de Beni. Le président de la société civile de Beni, Gilbert Kambale, estime que les autorités congolaises n'ont pas clairement communiqué sur le type de collaboration avec l'armée ougandaise dans la lutte contre le mouvement terroriste rebelle ADF. Du côté de l'Ouganda, dans un communiqué publié vendredi, cette opération rentrerait dans la logique des opérations conjointes, mais limitées, convenues par la RDC et l'Ouganda récemment à Kasindi-Lubiriha.

Dimanche 24 décembre.

Kabongo : des commerçants dénoncent la réaffectation du train destiné à l'évacuation des marchandises à Kitenge. Plusieurs commerçants du territoire de Kabongo (Haut-Lomami), membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC), dénoncent la réaffectation d'un train des 23 wagons destiné à évacuer vers les centres de consommation leurs marchandises bloquées à la gare de Kitenge. Mercredi dernier, la Société nationale de chemin de fer (SNCC) de Kabalo avait annoncé l'arrivée d'un train de plusieurs wagons pour évacuer ces marchandises bloquées depuis plusieurs mois dans trois localités de Kabongo dont Kitenge. Samedi, le président de la FEC Kitenge Floribert Banze wa Banze accuse les responsables de la SNCC Kabalo d'avoir réorienté ce train vers une autre destination. Le responsable de la SNCC Kabalo parle d'un malentendu, expliquant que le train de 23 wagons dépêché par sa société dans le secteur était plutôt destiné à l'évacuation des marchandises bloquées à Kalemie dans le Tanganyika.

Kisangani : des infirmiers non-inscrits à l'ordre des infirmiers interdits d'exercer. Les infirmiers de Kisangani non-inscrits à l'ordre national des infirmiers n'exerceront plus leur métier à partir du 01 janvier 2018, a annoncé le conseil d'administration du conseil provincial de l'ordre des infirmiers au terme d'une réunion tenue samedi 23 décembre à Kisangani (Tshopo). D'après Jérôme Bonui, le président de l'ordre des infirmiers de la Tshopo, cette mesure vise « à mettre hors d'état de nuire des charlatans » qui se font passer pour infirmiers et exercent en toute impunité dans la province. Sur les 3000 infirmiers répertoriés dans la ville, seuls 655 infirmiers se sont inscrits au tableau de l'ordre national des infirmiers, a relevé M. Bonui. Il prévient qu'une fois

cette mesure entre en vigueur, les infirmiers indexés ne percevront plus de salaire, ni leurs primes locales. Par contre, a-t-il précisé, pour les infirmiers exerçant dans les territoires de la province, le conseil provincial de l'ordre des infirmiers leur a accordé un moratoire de trois mois pour qu'ils se mettent en ordre.

Préparatifs de Noël : engouement des kinois vers le marché central « aux dernières heures ». A la veille de Noël, plusieurs parents à Kinshasa se ruent depuis samedi vers le marché central de la ville pour des achats en lien avec les festivités de Noël. Certains commerçants interrogés par Radio Okapi se réjouissent de l'engouement des kinois vers le marché central « seulement aux dernières heures des préparatifs ». Une occasion pour eux de faire de bonnes affaires. D'autres acheteurs rencontrés sur place se plaignent de manque de moyens pour satisfaire leurs enfants, exigeants en ce qui concerne les habits à porter lors de cette festivité. Pour bien des commerçants interrogés par Radio Okapi, l'apparence festive qu'affiche le marché central de Kinshasa ces derniers jours cache une réalité toute autre. « A Kinshasa, certaines familles se préparent effectivement à la fête de Noël tandis que d'autres se plaignent du manque des moyens pour satisfaire les desiderata de leurs enfants ».

Nord-Kivu : un ancien officier des FDLR se rend à l'armée. Le Colonel Evariste Nizeyimana, un ancien commandant des Forces démocratiques pour la libération du Rwanda (FDLR), s'est rendu jeudi dernier aux Forces armées de la RDC dans le territoire Lubero. Il était accompagné de quelques membres de son organisation, les FDLR/Foca. Cet ex-officier des FDLR, surnommé « Rugamba bazima » (celui qui enterre ses victimes vivantes en Kinyarwanda) est actuellement détenu à l'auditorat militaire de Goma. La justice militaire congolaise l'accuse de plusieurs crimes et exactions commis contre les civils dans les localités de Miliki, Rusamambo et Bukumbirwa, situées dans le Sud de Lubero. Cependant, Vital Muhizerwa, le bras droit du colonel Nizeyimana qui s'est également rendu à l'armée, a été rapatrié au Rwanda grâce à la section Désarmement, démobilisation et rapatriement de la Monusco (DD3R). Des sources militaires expliquent que le nom de l'officier rwandais Muhizerwa ne figure pas sur la liste de personnes recherchées par l'armée congolaise pour des crimes commis en RDC.

Kinshasa : au moins sept blessés dans une explosion sur un chantier de réfection des routes à Delvaux. Au moins sept personnes ont été blessées à la suite d'une explosion survenue samedi 23 décembre sur un chantier ouvert dans la commune de Ngaliema (Kinshasa) pour la réfection de l'avenue Lalou, située au quartier Delvaux. D'après des témoins, c'est un engin de pose de bitume de la société qui réfectionne cette avenue abimée qui a explosé en pleine activité. Parmi les blessés par brûlures signalés, figurent des passants et des vendeurs installés à côté du chantier.

Lualaba : la Gecamines annonce la construction de deux nouvelles usines de production des cuivres en 2018. La Générale des carrières et des mines (Gecamines) va démarrer en 2018 la construction de deux nouvelles usines de production des cuivres et des cobalts dans le Lualaba. La première usine sera construite à Kolwezi et aura une capacité de production de 80.000 tonnes de cuivre par an. La société prévoit d'atteindre avec cette nouvelle usine une capacité de production annuelle de 200.000 tonnes dans les années à venir. La seconde usine sera construite à Kambove, non loin du site où se trouve l'ancienne usine de production des cuivres de la Gecamines à Kanfundwa. D'après M.Kamenga, les deux projets s'inscrivent dans le cadre de nouvelle politique de la Gecamines. Il a précisé que cette nouvelle politique est rendue possible grâce à un contrat que la Gecamines a signé avec la firme chinoise SIMEMSI.

Kasaï-Oriental : aucun cas de choléra signalé. La province du Kasaï-Oriental est jusqu'à ce jour épargnée de l'épidémie de choléra, a déclaré dimanche 24 décembre, le chef de division provinciale de la Santé, Dr Marie-Albert Tshizemba. Il a reconnu cette amélioration de la situation sanitaire est due à l'implication de différents partenaires pour lutter contre cette épidémie. Il invite la population à une vigilance tout azimut et à continuer à respecter toutes les règles d'hygiène. Vendredi 22 décembre dernier, la division provinciale de la Santé du Kasaï-Oriental a remis des dispositifs de lavage de mains à toutes les dix zones de santé de Mbuji-Mayi. Il s'agit d'un don de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) visant à renforcer la prévention contre l'épidémie de choléra.

Accord de la Saint Sylvestre : «On ne parle pas seulement du processus électoral», affirme Mgr Marcel Utambi. L'accord de la Saint sylvestre reste viable et ne peut être réduit à la seule publication du calendrier électoral, a précisé samedi 23 décembre le président de la Conférence épiscopale nationale du Congo, Mgr Marcel Utambi. Selon l'archevêque métropolitain de Kisangani, l'accord du 31 décembre demeure toujours l'unique feuille de route pouvant sortir la RDC de la crise sociale et politique de l'heure. «Beaucoup de gens se trompent en réduisant l'accord de la Saint Sylvestre au simple fait des précisions des dates de la tenue des élections. Or, l'accord de la Saint Sylvestre est un ensemble de plusieurs dispositions», a rappelé Mgr Utambi. Les sept chapitres de l'Accord de la Saint Sylvestre, portent sur : Les concepts [utilisés] ; Le respect de la Constitution ; Les institutions et de leur fonctionnement pendant la période préélectorale et électorale, ; Le

processus électoral ; La décrispation politique ; Le mécanisme de suivi de la mise en œuvre de l'Accord politique et du processus électoral : La forme et de la valeur juridique de l'Accord politique.

Réélue à la tête de l'UPJ, Francine Muyumba compte poursuivre le plaidoyer pour l'emploi des jeunes. La présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse (UPJ), Francine Muyumba, compte «focaliser son nouveau mandat sur la jeunesse de la RDC». Elle a fait cette annonce, samedi 23 décembre, à son retour à Kinshasa après sa réélection la veille, à la tête de cette organisation panafricaine qu'elle va diriger pendant trois ans. Elle invite les jeunes de l'Afrique et de la RDC à compter sur son plaidoyer auprès des autorités afin de résoudre la question de la création des emplois dans leurs pays respectifs. Elle se réjouit de l'implication de la jeunesse de la RDC dans les instances de prise des décisions et la ratification de la charte africaine de la jeunesse par l'Assemblée nationale et le Sénat. **Réélue grâce à son travail.** «Ce n'est pas facile d'être reconduite au niveau de l'Afrique. C'était un combat mais nous étions préparées. Nous avons parlé avec d'autres Etats pour défendre notre mandat. Ceux qui étaient avec nous dans la course n'ont pas eu la chance de gagner. Nous avons été élue grâce à notre travail abattu pendant les 3 ans de notre mandat», a reconnu la présidente de l'UPJ. Dans son bilan, elle met notamment en avant la visibilité de l'UPJ au niveau mondial et sa crédibilisation auprès des institutions du continent «avec un problème bien défini basé sur le résultat.» Ce nouveau mandat doit être un soulagement pour la jeunesse de notre de la RDC annonce Francine Muyumba qu'elle attend impatientement des grandes réalisations de la part des autorités en faveur des Jeunes.

Lundi 25 décembre.

Laurent Monsengwo Pasinya : « la grandeur de l'homme se situe dans la mesure où la sagesse politique est mise au service du peuple ». Dans un message adressé aux fidèles de l'Eglise catholique de la RDC à l'occasion de la célébration de la fête catholique de Noël, le cardinal archevêque de Kinshasa, Laurent Monsengwo Pasinya a appelé la classe politique congolaise à la grandeur d'esprit et à mettre leur sagesse au service du peuple. «La grandeur de l'homme se situe non dans les astuces politiques pour la conquête du pouvoir, mais dans la mesure où cette sagesse politique est mise au service du peuple, pour le projet de Dieu, pour un peuple et pour un pays, fin de citation » a exhorté le cardinal congolais. Il invite également le peuple congolais à développer le sens de responsabilité en dénonçant notamment des projets contraires à la paix et au rassemblement d'une nation. La fête de Noël en RDC intervient dans un contexte politique tendu entre les autorités congolaises et l'église. Cette dernière a appelé les fidèles catholiques à marcher pacifiquement le 31 décembre pour réclamer notamment la décrispation de l'espace politique. L'archevêque de Kinshasa a par ailleurs invité tous les Congolais à fêter la nativité de Jésus-Christ, dans la paix, l'honnêteté et la vérité. Dans ce message lu dimanche 24 décembre, il appelle aussi les acteurs politiques à «concentrer ensemble leurs efforts pour unir tout le monde» et interpelle les chrétiens congolais sur leur responsabilité à «préserver la paix partout où ils sont et refuser tout ce qui ne favorise pas la paix de Dieu.»

Lubumbashi : l'usage des pétards interdit durant les festivités de fin d'année dans la commune de la Kenya. La bourgmestre de la commune de la Kenya à Lubumbashi Djenna Maloba a interdit l'usage des pétards sur toute l'étendue de sa juridiction durant les festivités de Noël et du nouvel an. Dans une déclaration faite dimanche à la presse, elle menace de traduire en justice tout contrevenant à cette mesure, expliquant vouloir maintenir, par cette décision, la paix dans cette commune qui a connu des violences.

Bunia : deux présumés voleurs lynchés par la population. Les habitants des quartiers Lembabo et Simbiliabo à Bunia ont tué dimanche par lynchage deux personnes surprises en pleine opération de vol dans leurs secteurs. Le maire intérimaire de la ville de Bunia condamne ces cas de justice populaire, appelant la population à faire confiance à la justice en amenant à la police des personnes surprises en délit de vol. Selon des sources locales, au moins quinze personnes ont été tuées par lynchage ces deux derniers mois en Ituri.

Kisangani : engouement dans les Eglises et débits de boissons à la veille de Noël. La veillée de Noël a connu un grand engouement dans la ville de Kisangani dans la Tshopo. La plupart de chrétiens se sont rendus dans leurs églises pour la célébration de la messe ou culte de minuit. De nombreux groupes des jeunes se sont réjouis dans leurs quartiers respectifs, au rythme de la musique et des chants populaires. D'autres ont préféré fêter dans des débits de boissons et boîtes de nuit.

Kinshasa : deux blessés lors du braquage du supermarché Swissmart. Deux personnes ont été grièvement blessées, lors du braquage dimanche 24 décembre dans la soirée, du supermarché Swissmart, sur l'avenue de la Libération (ex-24 novembre) à Kinshasa, selon le bilan dressé par la Police nationale congolaise. Ce hold-up s'est effectué en moins de cinq minutes, alors que ce grand magasin a ouvert quarante-huit heures plus tôt.

Légalisation de l'UDPS à Kinshasa : le notaire de Mont-Amba et son secrétaire aux arrêts. M. Roger Mbangi, notaire de la ville de Kinshasa, pour la juridiction de Mont-Amba, et son secrétaire ont été arrêtés depuis samedi 23 décembre dernier au parquet général de Matete, à Limete. D'après des sources proches du dossier, les deux fonctionnaires de l'Etat ont été appréhendés par les services spéciaux de la Police nationale congolaise. Le notaire est notamment accusé d'insubordination et insoumission dans l'exercice de ses fonctions. D'après ces sources, les problèmes ont commencé après le congrès de l'UDPS, aile Tshibala. Les membres de ce parti voulaient légaliser leurs statuts au nom de l'UDPS, auprès du notaire Roger Mbangi la semaine dernière. Ce dernier, leur a fait savoir qu'il avait déjà reçu deux actes d'opposition de l'UDPS/ Tshisekedi et qu'il ne pouvait pas légaliser deux documents portant le même nom. Son refus serait le motif de son arrestation, sur ordre de l'UDPS, aile Tshibala.

Nord-Kivu : la résidence de Joseph Kabila incendiée à Lubero, un mort. La Résidence du président de la RDC, Joseph Kabila, a été attaquée et incendiée, lundi 25 décembre vers 4 heures du matin, à Musienene, à 40 km au sud de Butembo, en territoire de Lubero (Nord-Kivu). L'administrateur du territoire, Joy Bokele, confirme cette information et indique que les auteurs de cette sont des inconnus. Joy Bokele, parle d'un policier tué par les assaillants qui seraient des miliciens Maï-Maï. Une enquête est en cours pour déterminer la nature de cet incendie, précisent les autorités administratives locales.

Discours de Monsengwo : Christian Mwando soutient, André Kakwata appelle à la retenue. Le discours du cardinal Laurent Monsengwo Pasinya est diversement commenté par les acteurs politiques. «Nous le voyons, par rapport au refus d'organiser les élections. Joseph Kabila aujourd'hui s'accapare du pouvoir, mais pourquoi faire» ? S'interroge Christian Mwando, le président de l'Union nationale des démocrates fédéralistes (UNADEF), parti membre du Rassemblement de l'opposition. Il indique que la population a perdu cette année, 60% de son pouvoir d'achat mais les choses se passent «comme s'il n'y avait rien.» «Aujourd'hui, comme le cardinal l'a dit, il est temps que l'homme politique prenne conscience que le pouvoir c'est au servir du peuple, c'est au service de la nation. Je tiens à soutenir ce message», affirme Christian Mwando. Il appelle le peuple à «se tenir debout», étant donné que la République «est une chose commune.» Le député de la MP, Patrick-Thiery-André Kakwata, appelle pourtant à la retenue afin de préserver la paix en République démocratique du Congo. «Nous ne pouvons pas prôner l'alternance sans avoir la paix. Il serait souhaitable que nous appelions tout le monde, même les acteurs politiques, les hommes de Dieu à la retenue», estime-t-il. Selon lui, le cardinal devrait prêcher et approcher les acteurs politiques «pour leur faire voir les voies de Dieu.» «Vous devez savoir que l'autorité vient de Dieu. En tant qu'homme de Dieu ou serviteur de Dieu, il [Cardinal Monsengwo] ne pouvait que collaborer avec celui que Dieu a oint comme autorité et aller de l'avant pour prêcher l'amour et non la haine», conseille le député Kakwata. Dans son analyse du discours, il pense que le cardinal a «prêté des intentions» dans les passages où il évoque «des astuces pour conserver le pouvoir pour des intérêts personnels.»

Mardi 26 décembre.

L'UDPS/Kibassa exige la libération de son secrétaire national enlevé à Kinshasa. Dans un communiqué publié lundi 25 décembre, l'UDPS/Kibassa exige la libération «sans conditions» de son secrétaire national chargé de la jeunesse, Marcel Panzu, enlevé samedi dernier. Les raisons pour lesquelles il a été appréhendé n'ont pas encore été indiquées.

Kindu : le journaliste Mila Dipenge de RTKM toujours introuvable. Mila Dipenge, l'animateur de l'émission la « Parole au peuple » de la Radiotélévision Kindu Maniema (RTKM) demeure introuvable dans tous les cachots de la ville de Kindu. Cette situation inquiète sa famille et son employeur trois semaines après qu'un officier supérieur de la police, avec ses éléments, a emporté le matériel de ce média privé appartenant au sénateur Aubin Ngongo Luwowo. Le promoteur de RTKM demande la restitution du corps de son animateur en cas de décès ou son transfèrement devant son juge naturel s'il est vivant. «Tantôt, on nous dit qu'on l'a retrouvé mort sur la route de Lokando ; tantôt on nous dit qu'on l'a vu là-bas. Moi, mon problème : je veux retrouver mon animateur. Il y a une forte tension dans la ville de Kindu. Que ceux qui ont enlevé Mila me le rendent, vivant ou mort», a déclaré Aubin Ngongo. Dans un communiqué publié jeudi 7 décembre, l'ONG journaliste en danger (JED) a dénoncé le saccage des installations de RTKM) survenu la nuit de mercredi à jeudi 7 décembre à Kindu. L'organisation qui défend les droits des journalistes a par ailleurs demandé au ministre de l'Intérieur Emmanuel Ramazani Shadary de se prononcer sur cette affaire et d'ordonner la restitution de tous les matériels de diffusion emportés. Selon le sénateur Ngongo, le saccage de sa chaîne de radio-télévision avait été conduit par un officier supérieur de la police envoyé par M. Ramazani.

Haut-Katanga: 12 000 parcelles pour les retraités de la Gecamines. La Gecamines affirme avoir acquis douze mille parcelles de terre à distribuer à ses retraités de Kipushi, Likasi, Kolwezi, Kambove et Lubumbashi dans le Haut-Katanga. La distribution doit commencer les villes de Likasi et Kolwezi mercredi 27

décembre. Le ministre des Affaires foncières, Lumeya Dhu Maleghi qui a fait cette annonce lundi dernier à Lubumbashi, a appelé les personnes qui continuent d'occuper illégalement les parcelles de la Gecamines de libérer dans un bref délai.

RDC : persistance de l'insécurité à Fizi. C'est pour la troisième fois, en l'espace d'un mois, que les positions des Fardc sont attaquées aux villages Kikwena et Lweba dans le secteur de Mutambala. Selon des sources locales, ces bandits sont identifiés comme des jeunes du milieu, longtemps habitués au braquage sur la route nationale numéro cinq. Auparavant, une réaction des Fardc dans ces deux villages était dénoncée par la société civile locale, qui parlait d'arrestations arbitraires des jeunes. Mais d'après des sources militaires sur place, certains parmi ces jeunes auditionnés au bureau 2 du 3301e régiment des Fardc à Baraka appartiendraient au groupe du chef milicien Yakutumba. La société civile déplore, par ailleurs, l'incident survenu à Swima le weekend où une dispute a dégénéré entre un préfet des études et un militaire. L'enseignant revenait de son école à bord d'une moto lorsqu'il a rencontré le militaire, qui ne voulait pas lui laisser le passage. La dispute entre les deux hommes a alerté la population locale, qui est venue les départager. Mais le militaire, pris de colère, a commencé à tirer sur la foule qui l'entourait. Le sort de ce militaire, qui était en état d'ébriété, n'est pas connu. Mais, les deux blessés ont été évacués par le CICR à Bukavu.

Beni: la société civile dénonce la persistance de l'insécurité. Le chef de quartier Kasanga-Tuha dans la commune de Mulekera à Beni (Nord-Kivu) a été tué par balle dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25 décembre, a annoncé la société civile locale, dénonçant la recrudescence de l'insécurité dans cette ville. «Il y a une dizaine de jours, cinq personnes ont été assassinés toujours dans la même commune », a rappelé le président de la société civile de Beni, Gilbert Kambale, appelant à des patrouilles mixtes PNC-Police et Monuco pour sécuriser la population locale.

Tshopo : conditions de vie difficiles pour les déplacés d'Opienge. Près de 7500 déplacés, victimes des affrontements à répétition le mois dernier entre les Mai-Mai de Luc Yabili et les militaires Fardc dans la localité d'Opienge vivent dans des conditions difficiles. C'est ce que révèle la mission d'évaluation organisée le week end dernier par le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) dans le territoire de Bafwasende, environ 262 km à l'est de Kisangani. Ces déplacés répartis dans cinq sites, notamment Baego, Bafwabalinga et Bafwanduo, sont dépourvus de tout : pas de nourriture, ni médicaments. La plupart passent la nuit à la belle étoile à la merci des intempéries. La plupart de ces déplacés, dont les commerçants venus du Nord-Kivu, disent avoir perdu leurs cartes d'électeur, brûlées par les Mai-Mai. Par manque des pièces d'identité, ces déplacés sont souvent arrêtés au niveau des barrières érigées par les Fardc et assimilés aux miliciens fidèles à Luc Yabili.

Le président Joseph Kabila a promulgué la loi électorale. Le président de la RDC, Joseph Kabila, a promulgué dimanche 24 décembre à Lubumbashi (Haut-Katanga) dans la soirée la nouvelle loi électorale. La loi électorale de 2017 complète et modifie celle de 2006, portant sur l'organisation des élections présidentielle, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales. Trois points divisaient la classe politique congolaise, les députés nationaux et les sénateurs. Il s'agit du seuil d'éligibilité, la machine à voter et de la caution à payer par les candidats. Après débats au niveau des deux chambres, ce texte a été voté en des termes divergents. Le seuil de représentativité est maintenu à 1% au niveau national, comme l'ont proposé les députés nationaux, contrairement aux Sénateurs qui avaient voté pour le seuil à 1% au niveau des circonscriptions électorales. Pour la caution, elle est de 1 000 USD pour les législatives. Cependant, le document final n'a pas traité de la question de la machine à voter. Le chef de l'Etat a aussi promulgué le budget 2018. Il a été voté à hauteur d'environ cinq milliards de dollars américains.

Promulgation de la loi électorale : «Hold-up législatif», estime le député Arsène Mwaka. Le député national Arsène Mwaka, membre de l'opposition, qualifie la promulgation de la loi électorale par le président de la République de «hold-up législatif», au regard des conditions dans lesquelles cette loi a été amenée à l'Assemblée nationale et surtout la «surveillance» de ce texte. Selon les analyses du président du parti Démocratie chrétienne fédéraliste (DCF)/Nyanwisi, la promulgation de la loi électorale «prouve en dernier instant que c'est lui [le chef de l'Etat] qui commandait cette loi.». Pour le député national Arsène Mwaka, la majorité au pouvoir avait tout mis en marche pour éviter le consensus. «La façon dont cette loi a été surveillée non seulement politiquement mais aussi biologiquement au niveau de l'Assemblée nationale traduit pratiquement les intentions qui se cachaient derrière cette espèce de réforme qui n'avait pas besoin de consensus», déplore-t-il.

Le député Didi Manara du PPRD salue la promulgation de la loi électorale. Le député national Didi Manara a salué la promulgation de la loi électorale dimanche dernier par le chef de l'Etat. Ce cadre du PPRD, parti présidentiel, pense que les innovations contenues dans cette loi vont permettre notamment la moralisation et l'assainissement de la classe politique congolaise. «Cette loi est très importante. Elle amène quand même des

nouveautés. Nous allons bientôt organiser les calculs de la répartition des sièges dans chaque circonscription (...)), se réjouit le député Manara. Il ajoute aussi que cette loi «améliore le système de représentation proportionnelle des listes par l'introduction de ce seuil-là.» Il indique également que cette loi va «moraliser le comportement des acteurs politiques par le renforcement des conditions d'éligibilité des candidats aux différents scrutins.»

Tshopo : l'électricité revient à Kisangani après plus d'un mois d'obscurité. La quasi-totalité de la ville de Kisangani (Tshopo) est à nouveau alimentée en courant électrique depuis samedi 23 décembre dernier. Le courant revient dans cette agglomération après plus d'un mois d'arrêt du groupe numéro 3 de la centrale hydroélectrique de la province, entraînant ainsi l'interruption de la fourniture de l'électricité sur tout le réseau de la ville. Selon le directeur provincial de la SNEL/Kisangani, Alphonse Kitambala, la centrale hydroélectrique de la Tshopo est passée de 3 à 10 mégawatts. Ce qui permet de ravitailler une grande partie de la ville en courant électrique. Mais il précise que le délestage va continuer car la demande de la ville de Kisangani et ses environs est estimée à 36 mégawatts face à une offre de 10 mégawatts actuellement.

Kananga : le dernier centre d'enrôlement sera fermé mercredi 27 décembre. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) annonce la fermeture mercredi 27 décembre, du dernier centre d'enrôlement des électeurs à Kananga dans le Kasai-Central. Selon son secrétaire exécutif provincial, Joseph Mputu, ce centre a totalisé trois mois de fonctionnement comme ceux qui sont déjà fermés.

Mercredi 27 décembre.

RDC: les laïcs catholiques maintiennent leur marche du 31 décembre. Le Comité laïc de coordination (CLC), une structure de l'église catholique, dit maintenir sa marche du 31 décembre 2017 pour libérer l'avenir de la RDC. Les organisateurs affirment passer à cette étape après que leur appel aux autorités pour appliquer les mesures de décriminalisation inscrites dans l'accord de la saint Sylvestre n'a pas été suivi. Léonnie Kandolo, membre du CLC chargée de la communication explique pourquoi leur démarche est initiée : «Même si la loi électorale a été votée, même si le calendrier est accepté, et n'oublions pas que ce calendrier a tellement des préalables qui doivent être appliqués qu'il n'y a carrément aucune chance que ce calendrier soit exécuté. Nous, nous voulons que l'accord [du 31 décembre 2016] soit appliqué tel qu'il avait été dit. Comment voulez-vous avancer si on ne respecte pas la parole qu'on a donnée ? Dans les mesures de décriminalisations, par exemple, il y a la libération de prisonniers politiques et d'opinions. Certains ont même déjà été amnistiés. Mais, ils sont toujours en prison. Il y a tous ceux qui sont en exil qui ne peuvent pas rentrer.» Dans une mise au point publiée ce mercredi dans la presse, le comité de coordination des laïcs a insisté sur le caractère pacifique de cette manifestation. Le CLC invite la population à n'accepter aucune forme de violence : pas de pneus brûlés, pas de barricades, pas de propos violents, pas d'injures, pas de jets des pierres et autres projectiles, pas d'actes de vandalisme. Les manifestants sont également appelés à ne pas considérer les policiers, les militaires et autres agents des services de sécurité comme des ennemis. Les organisateurs invitent pareillement la police et les autres services de sécurité à encadrer les manifestants tout au long de leur parcours. Selon les mêmes sources, ce jour-là, des femmes et des hommes de la RDC vont marcher pacifiquement en priant et en entonnant des cantiques, les chrétiens avec leurs chapelets, bibles, crucifix, etc. avec des rameaux de paix. **Ce sont « des aigris ».** Au cours d'un point de presse tenu mardi 26 décembre à Kinshasa, Justin Bitakwira, ministre du Développement rural s'insurge contre la marche projetée par le Comité laïc de coordination sur l'ensemble du pays. Selon lui, ceux qui veulent organiser cette manifestation sont des aigris ; car beaucoup de laïcs catholiques dirigent les institutions de la République aux différents niveaux. D'après lui, les organisateurs défendent les canevas d'une frange de l'opposition, notamment « du G7 et du Rassemblement de Limete. Ça n'a rien avoir avec l'Eglise catholique.»

Kasai-Oriental: des Chinois de la SACIM tabassent leur cuisinier le laissant pour mort. Le président de société civile de la sous coordination du secteur de Kakangayi, Moïse Kazadi, relate les faits : «Un travailleur de la SACIM, œuvrant à la cuisine chinoise, répondant au nom de Musawu Tshiyombo Jean, qui habite Mbuji-Mayi, serait arrêté, torturé par quatre Chinois. Il aurait pris une quantité de sucre, pour aller l'utiliser dans sa chambre. Quand les Chinois ont remarqué cela, leur chef a intimé l'ordre à quatre autres Chinois de le tabasser.». D'après lui, le cuisinier ainsi torturé est tombé dans un état traumatique. Et le chef chinois a instruit quatre militaires des Fardc de transporter la victime à bord de leur voiture 4x4, pour aller la jeter dans un ravin. «Il a eu la vie sauve grâce à l'intervention de deux conducteurs de moto taxi, et des creuseurs de diamant, qui regagnaient Boya. Ils les ont empêchés d'accomplir leur sale besogne», a indiqué Moïse Kazadi. Il a déploré le mauvais traitement souvent infligé aux travailleurs congolais par les Chinois de la SACIM.

Haut-Katanga : six sociétés minières à l'arrêt à la suite du vol des câbles électriques. Six entreprises minières implantées sur l'axe Likasi – Kambove ne sont pas opérationnelles depuis trois jours par manque

d'électricité. Selon la Société nationale d'électricité (snel), dans la nuit de vendredi à samedi 23 décembre, des inciviques ont sectionné le fil conducteur de l'électricité et neuf pilonnes se sont écroulées. Les inciviques n'ont pas réussi à emporter les câbles électriques. Après avoir sectionné ces câbles, 9 pilonnes sont tombées. Toutes les usines des entreprises minières situées sur l'axe Likasi – Kambove sont à l'arrêt, y compris la Gecamines/Kambove. Les conséquences de cet acte sont également ressenties dans la ville de Likasi. L'ingénieur Bodo Ngindu, chargé du transport de l'électricité à la Snel/Likasi, explique : «Vous avez le réseau urbain Kambove qui est desservi par cette ligne, vous avez aussi la Regideso [Régie de distribution d'eau], la station de Luambo, qui alimente aussi une grande partie de Likasi. Donc, les gens n'auront pas de l'eau et les hôpitaux ne seront pas bien alimentés.»

Kalemie: 4 morts et 14 blessés après le passage de la tempête Mulula. Le bilan de la tempête Mulula fait état de quatre morts, quatorze blessés et des dégâts matériels importants à Kalemie (Tanganyika). 72 heures après le passage de la tempête, certains quartiers sont dans le noir, ont indiqué des sources locales mercredi 27 décembre. C'est le quartier Dav et une bonne partie de quartiers Kichanga, Kituku, Triquo et Victoria qui sont les plus touchés après le passage de Mulula. Les dégâts matériels sont importants dans les quartiers touchés par la catastrophe. Il y a des dizaines de maisons écroulées, d'autres ont vu leurs toitures éventrées, emportées et jetées à des centaines de mètres. Des lignes électriques sont aussi coupées par endroits et des poteaux brisés. Une partie du quartier Dav reste plongée dans le noir.

Julien Paluku met en garde contre les auteurs de l'incendie de la résidence de Joseph Kabila à Lubero. Une délégation du comité provincial de sécurité du Nord-Kivu, dirigée par le gouverneur Julien Paluku, est arrivée mardi 26 décembre à Butembo pour évaluer la situation sécuritaire après l'attaque et l'incendie, il y a trois jours, de la résidence du Président de la République à Musyenene, localité située à une vingtaine de km de Butembo, dans le territoire de Lubero. A cette occasion, M. Paluku a mis en garde tous les auteurs de l'insécurité dans la région.

Kinshasa : le notaire de Mont-Amba et son secrétaire relaxés. Le notaire de la ville de Kinshasa pour la juridiction de Mont Amba, Roger Mbangi, et son secrétaire ont été libérés, mardi 26 décembre dans la soirée. Selon des sources proches du dossier, les deux personnalités ont été relaxées faute de preuve, aucune charge n'a été retenue contre eux. Roger Mbangi avait été arrêté le 24 décembre dernier. Il était accusé d'insubordination et insoumission dans l'exercice de ses fonctions. Le notaire avait refusé de légaliser les statuts de l'UDPS/Aile Tshibala car il avait reçu deux actes d'opposition de l'UDPS/ Tshisekedi. Légaliser 2 documents portant le même nom est une faute grave, s'était-il justifié.

RDC : le taux de déforestation annuel augmente de 0,81% entre 2000 et 2014. Le taux de déforestation annuel en RDC est passé de 0,44% (pour la période de 2000 à 2010) à 1,25% (pour la période de 2010 à 2014). L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a présenté ces chiffres mercredi 27 décembre à Kinshasa, lors d'un atelier national de validation d'un document en élaboration sur le niveau d'émissions de référence des forêts en RDC. Ce taux de déforestation augmente alors que la RDC abrite plus de 60% de la surface totale des forêts du bassin du Congo, indique la FAO. Les causes principales de cette déforestation sont l'agriculture sur brûlis et le bois énergie, explique Michel Disonama Sindo, Assistant du Représentant de la FAO RDC.

Ituri : le gouvernement appelle la FRPI à mettre fin aux exactions sur la population. Le gouvernement provincial de l'Ituri invite le groupe armé de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI) à cesser les exactions à répétition sur la population au sud d'Irumu. Le gouverneur Abdallah Pene Mbaka a déclaré que les démarches sont en cours pour lancer le processus de démobilisation et d'intégration de ces miliciens. Il a fait savoir que le processus d'intégration et démobilisation des FRPI est en cours avec l'aval du gouvernement central. Concernant la situation sécuritaire en territoire de Djugu, le gouverneur de province qui revenait de la zone a déploré les échauffourées entre les membres de deux collectivités ayant causé mort d'hommes, incendies des maisons et le déplacement des populations de plusieurs villages. Au sud d'Irumu, les miliciens de la FRPI ont multiplié les exactions contre les civils. Trois villages ont été attaqués dans la nuit de dimanche à lundi dans la chefferie des Andisoma.

L'armée ougandaise dit avoir tué une centaine de rebelles en RDC. L'armée ougandaise (UPDF) a affirmé mercredi 27 décembre : "Plus de 100 terroristes ont été tués et de nombreux autres blessés, et leurs entrepôts logistiques ont été détruits", a indiqué dans un communiqué le porte-parole de l'UPDF, le général Richard Karemire. Il a précisé que huit camps des Allied Defence Forces (ADF), avaient été ciblés dans le triangle Erengeti, dans la province du Nord-Kivu en RDC. "Ceux qui ont survécu à cet assaut errent en différents endroits du Nord-Kivu, mais les FARDC sont à leur poursuite", ajoute ce communiqué.

La RDC accentue la pression sur les réfugiés sud-soudanais. Les arrestations ces jours-ci par l'armée congolaise de réfugiés sud-soudanais et le renforcement des contrôles à la frontière semblent témoigner de la volonté de la RDC d'empêcher les rebelles sud-soudanais de trouver refuge sur son sol. Des centaines de civils sud-soudanais ont fui vers la RDC après la prise de contrôle la semaine passée par les forces gouvernementales du fief rebelle de Lasu, dans la région de l'Equateur (sud). Les autorités congolaises ont arrêté 18 d'entre eux, soupçonnés d'être membres de la rébellion sud-soudanaise (SPLA-IO), qui combat le gouvernement depuis quatre ans, dans une guerre civile qui a fait des dizaines de milliers de morts et dévasté le pays. Quinze de ces 18 personnes ont ensuite été libérées. "C'étaient des réfugiés qui ont été arrêtés parce qu'ils étaient retournés au Soudan du Sud sans autorisation. Trois restent en détention parce qu'ils sont soupçonnés d'être des rebelles", a expliqué à l'AFP Alexis Kabambi, qui dirige la Commission nationale pour les réfugiés (CNR) à Aba, dans le nord-est de la RDC. Même si la plupart ont été relâchés, c'est la première fois que les autorités congolaises arrêtent tant de Sud-Soudanais, ce qui pourrait signaler un changement d'attitude de Kinshasa à l'égard du conflit au Soudan du Sud.

Jeudi 28 décembre.

Leila Zerrougui remplace Maman Sidikou à la tête de la Monusco. Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a annoncé mercredi 27 décembre la nomination de l'Algérienne Leila Zerrougui, comme Chef de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco). Mme Zerrougui succède à M. Maman Sidikou, du Niger, dont la mission se termine en janvier 2018. Experte juridique en matière des droits de l'homme et de l'administration de la justice, elle compte plus de 30 années d'expérience dans les domaines de l'état de droit et de la protection des civils, ainsi que des compétences en matière de gestion et de leadership. Leila Zerrougui a été Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé de 2012 à 2016, et Représentante spéciale adjointe du Secrétaire général à la Monusco, de 2008 à 2012, au sein de laquelle elle a dirigé les travaux visant à renforcer l'état de droit et la protection des civils. Membre du Groupe de travail sur la détention arbitraire du Conseil des droits de l'homme des Nations unies de 2001 à 2003, elle en a été présidente-rapporteuse de 2003 à 2008. Elle a auparavant été membre experte de plusieurs groupes de travail et comités relevant de l'ancienne Commission des droits de l'homme des Nations Unies. Avant d'entamer sa carrière à l'international, Mme Zerrougui a mené une longue carrière en Algérie où, en 2000, elle a été nommée à la Cour suprême. Née en 1956, Mme Zerrougui est titulaire d'un diplôme de l'École nationale d'administration, sise à Alger, obtenu en 1980. À partir de 1993, elle a occupé divers postes académiques dans des facultés de droit en Algérie et a été professeure agrégée à l'École supérieure de la magistrature, à Alger.

Procès Abbas Kayonga: la cour militaire de Bukavu rejette plusieurs requêtes de la défense. La cour militaire de Bukavu (Sud-Kivu) a rejeté mardi 27 décembre plusieurs requêtes des avocats des prévenus poursuivis dans le cadre du procès Abbas Kayonga, cet ex-chef de la lutte anti-fraude minière au Sud-Kivu, jugé notamment «pour manquements graves», en troublant l'ordre public dans la ville de Bukavu. Deux requêtes avaient été introduites par les avocats des prévenus pour réclamer notamment la mise en liberté provisoire de deux prévenus, parmi lesquels le commissaire supérieur de la police chargé de l'unité de la garde au sein du commissariat de la police au Sud-Kivu. La cour a jugé non fondées les deux requêtes de la défense. Cette dernière avait également demandé à la cour militaire de Bukavu de se déclarer « incompétente » à juger tous les prévenus civils mis en cause dans cette affaire et de confier leurs dossiers aux tribunaux civils. Mais le ministère civil a répliqué que la cour militaire avait cette compétence, dans la mesure où les civils mis en cause sont poursuivis pour détention illégale d'armes, assassinats et mouvement insurrectionnel. Au total, trente personnes, dont l'ancien officier des forces armées de la RDC (FARDC) Abbas Kayonga, sont poursuivies par la justice militaire «pour manquements graves», en troublant l'ordre public dans la ville de Bukavu à l'aube du dimanche 5 novembre. Les agents de l'ordre avaient été dépêchés au domicile de M. Kayonga, qui venait d'être suspendu le 2 novembre par le gouverneur Claude Nyamugabo, pour tracasseries. Et des tirs avaient été entendus lors de cette opération, provoquant la panique dans la ville.

La Lucha demande au président de la Cenco de soutenir « une transition sans Kabila ». Dans un mémorandum déposé mercredi 27 décembre à l'archevêché de Kisangani (Tshopo), le mouvement citoyen Lutte pour le changement demande au président de la Conférence épiscopale nationale du Congo et archevêque de Kisangani, Monseigneur Marcel Utembi, de se prononcer sur la «non application de l'accord de la Saint sylvestre en soutenant une transition sans Kabila.» Les membres de la Lucha disent noter un paradoxe entre les propos du Mgr Utembi, tenus le 21 décembre à Kisangani, et la déclaration de la Cenco, publiée le 24 juin dernier, affirmant que « le pays va mal ». Pour la Lucha, les propos du prélat «frisent la désolidarisation par rapport à l'initiative des évêques d'autres diocèses de faire retentir le son de cloche chaque jeudi dans le but d'exiger l'application intégrale de l'accord du 31 décembre 2016.» Ce mouvement citoyen demande dès lors au président de la Cenco de briser le silence et de donner une position exempte de toute suspicion en soutenant une

transition sans le président Kabila et toute initiative exigeant l'application intégrale de l'accord de la Saint Sylvestre.

Kasaï-Central : Alex Kande s'être enrôlé à Kananga. L'ancien gouverneur du Kasaï-Central, Alex Kande, s'est enrôlé mercredi à Kananga. Déchu en octobre dernier à la suite d'une motion à l'assemblée provinciale et remplacé récemment par Denis Kambayi, M. Kande a appelé à l'unité de la province, tout en refusant de commenter sa déchéance, expliquant que la province devrait se tourner vers l'avenir. Alex Kande n'était plus retourné au Kasaï-Central depuis le début de l'année, quand il a été rappelé à Kinshasa à la suite des violences nées de la milice Kamuina Nsapu.

Beni: six morts dans un accrochage entre l'armée et des présumés Maï-Maï. Les forces armées de la RDC (Fardc) ont repoussé jeudi 28 décembre dans la matinée une attaque des présumés miliciens Maï-Maï contre leur position à Kasindi Lubiriha, une localité située à environ 90 Km au nord-est de la ville de Beni, à la frontière avec l'Ouganda. Six miliciens ont été tués lors des combats que l'armée a engagés face aux assaillants. La situation à Kasindi Lubiriha est actuellement sous contrôle de l'armée et « les habitants de la localité ont été satisfaits de la manière dont l'armée a réagi. ».

Likasi : démolition des constructions anarchiques dans la concession de la Gecamines. Le ministre des Affaires foncières, Lumeya Dhu Maleghi, a donné mercredi 27 décembre le coup d'envoi de l'opération de destruction des maisons construites anarchiquement dans la concession de la Générale des carrières et des mines (Gecamines) à Likasi. D'après le ministre, l'opération vise à rétablir la Gecamines dans ses droits en l'aidant à récupérer tous ses terrains spoliés et occupés anarchiquement sur toute l'étendue du grand Katanga. Le ministre Lumeya a accordé sept jours aux propriétaires des maisons construites dans la concession de la Gecamines au quartier Panda pour vider les lieux. D'après des sources proches de la GECAIMNES, ces terrains seront redistribués aux retraités, aux agents actifs et aux veuves des anciens agents selon les conditions qui seront très prochainement définies.

RDC : avec moins d'un dollar par jour, la population vit dans «l'extrême pauvreté», selon le MOCC. La situation des ouvriers en RDC n'est pas reluisante. La population vit dans la pauvreté avec moins d'un dollar par jour, fait savoir le Mouvement ouvrier chrétien congolais (MOCC). Selon son président, Denis Kalondji Ngoy, seuls 5% d'ouvriers évoluent dans le secteur formel et les 95% autres sont dans l'informel. «Même ceux qui sont dans le secteur formel ont toujours des activités génératrices des revenus à côté pour palier au salaire qui est insuffisant. Alors là, on comprend tout le sens de la lutte pour la promotion ou l'actualisation du SMIG», déplore Denis Kalonji Ngoy. La classe ouvrière évolue donc dans des conditions de pauvreté, de l'absence de la sécurité sociale, notamment les soins de santé pour les enfants et les vieillards. «Notre ligne de conduite : faire comprendre aux gens qu'ils doivent unir leurs demi-possibilités pour devenir fort ensemble. C'est un peu le mystique de l'aveugle et du paralytique. L'aveugle a des pieds mais il n'a pas d'yeux. Le paralytique a des yeux mais il n'a pas de pieds. Quand ils se mettent ensemble, l'aveugle va marcher pour le paralytique et le paralytique va voir pour l'aveugle», dit-il, évoquant le principe : «Ensemble pour un monde meilleur».

Grands lacs : les femmes appelées à comprendre leur rôle dans la résolution pacifique des conflits. «Nous sommes en train de tout mettre en œuvre pour permettre aux femmes de comprendre quel est leur rôle dans la résolution pacifique des conflits», a déclaré jeudi 28 décembre la présidente du Forum national des femmes des Grands lacs, Chantal Safou.

Vendredi 29 décembre.

Tharcisse Loseke : «Il n'y aura plus qu'une seule UDPS, celle que nous incarnons». Le président délégué de l'UDPS aile Tshibala, Tharcisse Loseke, affirme que désormais il n'y aura plus qu'un seul parti que son groupe «incarne» et qui portera ce nom. «Il n'y aura plus qu'une seule UDPS/Tshisekedi. Celle que nous incarnons. Nous avons désormais la légalité et la légitimité. Personne ne va se prévaloir de cette UDPS », a affirmé M.Loseke . «Nous sommes actuellement dépositaires de tous les actes officiels et légaux qui indiquent que nous sommes UDPS/Tshisekedi et ailleurs ce ne sont que des gesticulations», a poursuivi le président délégué du parti de Bruno Tshibala. Il appelle tous les Congolais à «ne pas tergiverser et à aller directement aux élections.»

Moise Katumbi soutient la marche des laïcs catholiques. L'opposant Moise Katumbi soutient la marche pacifique décrétée par le Comité laïc de coordination (CLC) le 31 décembre pour réclamer notamment l'application effective de l'accord de la Saint Sylvestre. «Jusqu'aujourd'hui, quand on parle du chapitre 5 de la décripation, il y a encore des gens qui sont en prison comme Franck Diongo, le bâtonnier Muyambo Eugene Diomi Ndongala, Norbert Luyeye , Firmin Yangambi , Eric Kikunda. Donc nous refusons cette injustice. Parce que s'il y a eu cet accord qui a été signé par tout le monde, nous devons le respecter » a martelé l'opposant en

exil. Il appelle la population congolaise à participer massivement à cette manifestation pacifique des catholiques pour dénoncer « l'injustice ».

RDC : les « Progressistes » de Sammy Badibanga appellent la population à manifester le 31 décembre. La plateforme politique « Progressistes » dirigée par l'ancien Premier ministre Sammy Badibanga dit soutenir la marche des catholiques laïcs du 31 décembre et invite la population à descendre dans les rues lors de cette journée pour manifester pacifiquement avec les catholiques. « Nous estimons qu'il est de notre devoir en tant que citoyens et leaders politiques de dénoncer toutes situations portant atteinte à la constitution et à l'avancement de la nation congolaise. Nous considérons le fait que face à l'injustice sous toutes ses formes, nul ne peut rester silencieux et indifférent » lit-on dans leur déclaration.

L'UDPS aile Tshibala « ne prendra pas part à la marche des catholiques laïcs ». L'UDPS aile Tshibala ne prendra pas part à la marche des catholiques laïcs du 31 décembre, a indiqué à la presse le président délégué de ce parti politique Tharcisse Loseke. « Par rapport à cette marche des chrétiens, nous disons qu'on ne voit pas clairement l'objectif affiché alors que tout se poursuit normalement. Le calendrier électoral a déjà été publié et accepté par notre peuple, accepté aussi par la communauté internationale, particulièrement les nations unies » fait observer M.Loseke.

Lubumbashi : accusée de pollution, l'entreprise minière CDM appelle à l'expertise des services de l'environnement. L'entreprise minière Congo Dongfang Mining (CDM) appelle les services de l'environnement minier à statuer sur les différends qui l'opposent aux habitants des quartiers qui environnent son usine à Lubumbashi. Les habitants du quartier Kassapa dans la commune Annexe de Lubumbashi avaient dénoncé l'inondation de leurs parcelles par des eaux qui selon eux proviennent des usines de l'entreprise minière CDM. Ils affirment également que l'usine de cette entreprise dégage une fumée qui serait toxique pour leur environnement. Ce que dément Congo Dongfang Mining. Le chef du personnel de l'entreprise minière indexée Crispin Kakunda estime que les accusations des habitants du quartier Kasapa sont « fortuites », soutenant que son entreprise respecte les normes environnementales. Il va demander aux services de l'environnement minier de mener des enquêtes autour des allégations de la population pour mettre fin à cette querelle.

Maman Sidikou réitère le soutien de la Monusco au processus électoral en 2018. Dans son message de fin d'année, le Représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC Maman Sidikou a réitéré le soutien de la Monusco aux opérations logistiques en rapport avec le processus électoral. Il a estimé que 2018 sera une année cruciale pour la poursuite du processus politique qui selon lui devra mener à des élections libres et transparentes en fin décembre de la même année.

Ituri: bras fer entre la police et l'armée sur l'identification des hommes en uniformes. Les autorités policières et militaires en Ituri ne s'accordent pas sur une opération lancée mercredi par le commissariat provincial de la police en Ituri, visant à identifier et enregistrer tous les hommes en uniformes qui circulent dans la province. Selon ce communiqué, tous les hommes en uniformes et porteurs d'armes circulant dans la province doivent se faire identifier et enregistrer à la police endéans quinze jours. L'initiative est saluée par le maire de Bunia Fimbo Lebilie qui voit dans cette opération une occasion de débusquer des malfrats et des ennemis opérant dans la province. L'opération « Bunia ville sans armes » est mal accueillie tant dans sa forme que dans son fond au niveau du commandement opérationnel de l'armée dans la province. Le porte-parole du commandant du secteur opérationnel en Ituri, le capitaine Carlos Kalombo, fait d'abord remarquer qu'au niveau de la forme, la police ne peut donner des injonctions aux militaires, ni à leurs commandants. Quant à la mesure elle-même, le porte-parole de l'armée en Ituri précise que le commandant de la police ne peut prendre une telle décision dans une zone opérationnelle.

Sud-Kivu: la société civile appelle à une marche pacifique le 31 décembre. Plusieurs organisations de la société civile du Sud-Kivu appellent la population à manifester pacifiquement le 31 décembre. « Il n'y aura pas élections apaisées dans ce pays si le climat politique n'est pas aussi décrié », a indiqué Jean Chrysostome Kijana, le porte-parole de ces organisations lors d'un point de presse jeudi 28 décembre à Bukavu. La marche de la société civile du Sud-Kivu ce dimanche vise également à manifester le rejet par la population de la nouvelle loi électorale, a-t-il ajouté. « Cette loi électorale est discriminatoire et taillée sur mesure afin de permettre un petit groupe des Congolais à s'éterniser au pouvoir et de continuer à maintenir la population congolaise dans une misère qui ne dit plus son nom », a dénoncé M. Kijana. Il a recommandé aux autorités provinciales de ne pas interdire cette manifestation qui, a-t-il relevé, « s'inscrit dans le cadre de l'exercice des droits et libertés des congolais qui sont reconnues par la constitution ».

Important dispositif sécuritaire déployé à Goma. Un important déploiement des forces de sécurité portant des armes létales ainsi que du matériel anti-émeute est constaté depuis vendredi 29 décembre matin dans des points

stratégiques de la ville de Goma. La société civile Nord-Kivu appelle la population à plus de prudence, face à ce déploiement qui intervient à deux jours de la marche annoncée par les laïcs catholiques. Le président de la coordination provinciale de la société civile Nord-Kivu, Tomas D'Aquin Mwiti, estime que cette présence renforcée des forces de l'ordre constitue une menace pour la population.

Uvira: un Congolais et un Burundais éclopent de 10 ans de prison pour activité insurrectionnelle. Le tribunal militaire de la garnison d'Uvira, a condamné 10 ans de servitude pénale jeudi 28 décembre les prévenus Aimé Kwizera, un sujet burundais résident au Rwanda, et Yves Tuungane, un Congolais, pour tentative d'un mouvement insurrectionnel. Les condamnés avaient été arrêtés en février dernier à Kamanyola par les FARDC, avec un autre ressortissant burundais déjà transféré à Kinshasa, alors qu'ils organisaient des rassemblements des jeunes congolais et burundais, les sensibilisant à rejoindre le Mouvement de solidarité pour la démocratie (MSD), un groupe rebelle burundais opérant dans les hauts plateaux d'Uvira.

Samedi 30 décembre.

Lambert Mende souhaite que Leila Zerrougui poursuive l'action de son prédécesseur. Le gouvernement congolais dit prendre acte de la nomination d'une Africaine à la tête de la Mission onusienne. Son porte-parole, Lambert Mende, espère que Leila Zerrougui, nouvelle représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU, va poursuivre l'action d'accompagnement menée par son prédécesseur, surtout en période cruciale des élections. Il se félicite de l'entente et du climat plus détendu qui ont prévalu entre le gouvernement et la Monusco sous Maman Sidikou. Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a annoncé mercredi 27 décembre la nomination de l'Algérienne Leila Zerrougui, comme Chef de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo.

Nomination de Zerrougui : le G7 espère que la RDC aura «véritablement des élections crédibles». Le G7, plateforme de l'opposition, salue la nomination de Mme Leila Zerrougui à la tête de la Mission de l'ONU en RDC (Monusco) «Nous espérons, étant femme de caractère et juriste de formation, qu'elle [Mme Zerrougui] va aider à ce que nous ayons véritablement des élections démocratiques, transparentes, inclusives et crédibles au plus tard à la fin de l'année qui va commencer bientôt», a affirmé Christophe Lutundula. Christophe Lutundula souhaite à Leila Zerrougui la bienvenue et bon retour en RDC. Il reconnaît qu'elle trouve le Congo «dans une situation très difficile.»

Kananga : avec 114% d'enrôlés, la Ceni dit avoir dépassé ses prévisions. La Commission électorale nationale indépendante affirme avoir dépassé ses prévisions à Kananga, à la clôture de l'enrôlement des électeurs dans ce chef-lieu du Kasai-Central. «La ville de Kananga a atteint 377 888 contre 330 935 qui étaient prévus. Elle a réalisé 114% d'enrôlés», a s'est réjoui vendredi 29 décembre le rapporteur de la Commission électorale, Jean-Pierre Kalamba. La Ceni a bouclé l'enrôlement des électeurs à Kananga, le 27 décembre dernier.

Kananga : l'avocat des militants de la Lucha demande leur libération. Me Hubert Ngulandjoko, avocat des onze militants de la Lucha interpellés vendredi 29 décembre à Kananga au Kasai-Central exigent la libération de ses clients. Selon lui, le motif de leur interpellation n'est pas valable. Ces manifestants ont participé à une manifestation pour exiger le départ du président Kabila du pouvoir. Il a indiqué que les services de sécurité ont estimé de leur part que les militants de Lucha devraient encore être gardés. «La police disait qu'ils sont là pour des vérifications des faits et qu'ils allaient être libérés. Ce n'est qu'à 21 heures qu'on me dira qu'ils sont gardés et qu'ils allaient être libérés le matin. Curieusement, la police a même tenté de les acheminer au parquet général», s'est indigné Me Hubert Ngulandjoko.

Sud-Kivu : trois morts dans des affrontements entre FARDC et miliciens à Nepanepa. Trois personnes sont mortes et une autre blessée, dans des affrontements entre les Forces armées de la RDC et une coalition des Maï-Maï Malaika et Raïa Mutomboki Musumbu. Ces combats se sont déroulés vendredi 29 décembre dans la localité Nepanepa, en territoire de Shabunda dans le Sud-Kivu. Un militaire est porté disparu.

Nord-Kivu : deux mouvements citoyens tentent de manifester au Sud de Goma. Les activités ont été perturbées, tôt samedi 30 décembre, dans le quartier Ndosho, au Sud de la ville de Goma au Nord-Kivu. Des sources concordantes indiquent que des jeunes ont tenté de manifester pour exiger le départ du Président Joseph Kabila le 31 décembre 2017. Ils ont été dispersés par la Police nationale congolaise (PNC). C'est vers 5h30' que les militants des mouvements citoyens «Congo Conscience et ceux de Debout Congolais» ont commencé à barricader la voie principale avec des pierres et des pneus brûlés, relatent ces sources. Les éléments de la police qui ont été alertés sont arrivés sur place. Ils ont tiré des coups de feu en l'air pour disperser les manifestants à coups de gaz lacrymogènes. Le trafic interrompu a vite repris. Des sources concordantes signalent quelques cas d'arrestations parmi les manifestants mais ces arrestations ne sont toujours pas confirmées par la police.

Ituri : un ministre du gouvernement provincial serait arrêté pour viol sur mineure. Un ministre du gouvernement provincial de l'Ituri serait arrêté, samedi 30 décembre le matin, à l'Etat-Major de la Police à Bunia. Selon la police, qui ne livre pas officiellement l'identité de l'incriminé, ce dernier a été surpris en flagrance de viol sur une mineure de 16 ans dans un hôtel de la place vers 7 heures, heure locale. Selon les premiers éléments fournis par la police, le ministre provincial a appelé au téléphone la jeune fille pour le rejoindre dans un d'hôtel pour un entretien. Arrivée au lieu de rendez-vous, la fille a été directement acheminée dans une chambre par le gérant de l'Hôtel où le Ministre l'attendait. La police a aussitôt été alertée. Elle s'est déployée quelques minutes plus tard pour constater l'infraction. Le ministre, la jeune fille et le gérant de l'hôtel ont tous été appréhendés par la police.

Kasaï-Central : l'armée a arrêté un chef de village présumé commanditaire des assassinats des experts de l'ONU. L'armée a arrêté dans la nuit de vendredi à samedi 30 décembre à Dibaya, Constantin Tshidime Bulabula, chef du village de Moyo Musuila, localité près de laquelle les corps des deux experts de l'ONU tués en mars dernier avaient été découverts. Selon le commandant du secteur opérationnel de l'armée dans la région du Kasaï, Le général Assumani, il est soupçonné d'être le commanditaire de ce double meurtre.

Lomami: Le gouverneur Patrice Kamanda destitué de ses fonctions. Les députés provinces de la province du Lomami ont voté, samedi 30 décembre la motion de censure, contre le gouverneur de province, Patrice Kamanda. Selon le président l'assemblée provinciale, Patrick Baluba Lonji, «c'est un long processus qui a commencé au mois de novembre.». 17 députés provinciaux reprochent au gouverneur la mauvaise gestion de la province et l'incompétence.

Dimanche 31 décembre.

Colonel Muana Mputu sur les check-points : « la police cherche à mettre la main sur des infiltrés qui veulent endeuiller la population ». Plusieurs check-points ont été installés depuis la nuit du samedi à dimanche 31 décembre dans différentes axes principaux de la ville de Kinshasa. De l'aéroport de N'Djili en allant vers le centre-ville de Kinshasa, les forces de sécurité ont instauré des barrages et contrôlent dans les deux sens les véhicules. Elles vérifient également les identités des passagers. La police explique « rechercher », à travers ces dispositifs sécuritaires, des hommes en armes qui se seraient infiltrés dans la ville pour tirer sur les manifestants et attribuer « ces tueries »aux forces de sécurité. «Lors de la collecte des données, il a été établi que des hommes en armes se seraient infiltrés tard dans la nuit, dans la ville et cherchant à s'infiltrer dans différentes paroisses catholiques dans l'objectif de provoquer des troubles lors de la marche en ouvrant les feux sur les manifestants. [...] ces contrôles de police vont se poursuivre toute la journée jusqu'à ce que nous arrivions à mettre la main sur ces hommes infiltrés qui veulent endeuiller la population » a expliqué à Radio Okapi le colonel Muana Mputu. Des bouclages et des patrouilles motorisés seront par ailleurs organisés pour assurer la sécurité dans la ville, a ajouté le porte-parole de la police, précisant que ces contrôles vont se poursuivre tout au long de la journée de dimanche 31 décembre.

Kinshasa : des fidèles catholiques « empêchés » d'accéder à leur église à Mitendi. Les fidèles catholiques fréquentant la paroisse Notre Dame de Fatima, située au quartier Mitendi dans la commune de Mont-Ngafula (Kinshasa) affirment avoir été empêchés d'accéder à l'Eglise ce dimanche dans la matinée. Joint ce dimanche, un des paroissiens a indiqué que leur curé, le père Crispin, est aux arrêts.

Kinshasa : des gaz lacrymogènes lancés en plein culte à la paroisse Saint Michel de Bandalungwa. Des gaz lacrymogènes ont été lancés ce dimanche dans la Paroisse Saint Michel de Bandalungwa à Kinshasa. D'après plusieurs témoins sur place, la messe était encore en cours lorsque des policiers ont tirés de gaz en direction de l'enceinte de la paroisse, obligeant l'officiant du jour à interrompre le culte. Plusieurs fidèles ont dû quitter l'Eglise en débandade.

RDC : les élections auront lieu le 23 décembre 2018 et se feront avec la machine à voter (Nangaa). Les élections auront bel et bien lieu le 23 décembre 2018 et se feront avec la machine à voter. Le président de la Ceni Corneille Nangaa l'a fait savoir samedi 30 décembre lors d'une rencontre avec la presse pour dresser le bilan du processus électoral en RDC. A en croire M.Nangaa, la Ceni réceptionnera les huit premières manches à voter le 8 janvier prochain et des milliers d'autres machines arriveront en RDC avant juin 2018.

Equateur : des policiers déployés devant les église. Plusieurs policiers ont été déployés dimanche 31 décembre à l'entrée de chaque paroisse à Mbandaka. D'après des sources locales, la plupart des fidèles qui voulaient manifester à la sortie du culte dominical ont été dispersés. La plupart de principaux axes routiers et lieux publics de la ville ont été quadrillés par les forces de l'ordre. Quelques tentatives de manifestations ont été étouffées à coup des gaz lacrymogènes, ont rapporté des sources locales. A Lisala, les autorités provinciales ont également

déployé policiers à travers la ville et devant les édifices de l'Eglise catholique. Lors de l'office matinal à la paroisse Saint-Hermès de Lisala, le curé a indiqué dans son homélie que le mot d'ordre de la marche pacifique des laïcs chrétiens n'engageait pas l'église catholique. Cependant, le G7, une plate-forme de l'opposition politique, et le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) ont projeté de marcher à partir de midi, heure locale.

Après la prière, les fidèles catholiques d'Uvira, Fizi et Mwenga ont regagné leurs maisons. Les messes se sont déroulées normalement dans les territoires d'Uvira, Fizi et Mwenga dans le Sud-Kivu. Juste après l'office, la plupart des fidèles ont regagné leurs familles, ont constaté des témoins. Suite à l'absence du comité laïc de coordination à Uvira, la société civile et le Rassemblement de l'opposition avaient en effet appelé à des manifestations pour soutenir l'initiative des laïcs catholiques. De leur côté, les autorités territoriales avaient interdit cette manifestation, estimant l'initiative « inopportune, car le calendrier électoral a été déjà publié et la loi électorale promulguée. »

La marche des laïcs catholiques étouffée à Kinshasa. Plusieurs fidèles catholiques ont réussi à manifester dimanche 31 décembre à Kinshasa, avant d'être dispersés par les forces de l'ordre à coup des gaz lacrymogènes et tirs à balles réelles. C'est le cas des catholiques de la paroisse Saint Robert de la commune de la N'sélé. Ces fidèles, conduit par leur curé, ont marché jusqu'à atteindre les abords de l'aéroport de N'djili avant d'être dispersés par les forces de l'ordre. Des manifestants provenant de la paroisse Saint Gabriel de Yolo et Saint Augustin dans la commune de Lemba ont également réussi à tromper la vigilance des forces de l'ordre en marchant durant quelques mètres, avant d'être stoppés par des tirs de sommation des forces de sécurité. Dans la commune de Lemba, un face à face a été signalé entre fidèles catholiques de la paroisse Saint Augustin et une unité de l'armée déployée sur place. D'après des témoins, les manifestants, faisant face à des militaires lourdement armés, se sont mis à genoux et ont commencé à prier. Après un temps d'observation, le commandant de cette unité a ordonné à ses militaires de disperser les manifestants par des tirs de sommation. Même scénario au quartier Mbudi (Mont Ngafula), où des témoins rapportent que des fidèles de la paroisse Saint Léonard ont défié les forces de l'ordre déployés devant l'Eglise en marchant, avec bibles et chapelets en mains. Dispersés quelques mètres plus loin par une autre unité venue en renfort, la plupart des manifestants ont réussi à contourner le piège de la police et se sont ralliés avec des manifestants d'autres églises, des centaines de mètres plus loin. Des chrétiens protestants, ceux des églises des dits de réveil et des kimbanguistes ont été aussi aperçus parmi les manifestants, relèvent plusieurs sources concordantes. Ils seront dispersés à coup des gaz lacrymogènes au niveau de la Station Pompage. Il y aurait un blessé. **Des fidèles étouffés dans leurs églises.** Certains fidèles catholiques n'ont cependant pas réussi à sortir de leurs paroisses pour marcher. C'est le cas de ceux de la paroisse Saint Dominique de Limete. Des témoins font état des gaz lacrymogènes lancés dans l'enceinte de l'Eglise pour empêcher toute manifestation. Les forces de l'ordre ont procédé de la même manière à la paroisse Joseph de Matonge (Commune de Kalamu), dont l'Eglise a été encerclée par les forces de sécurité durant le déroulement de la messe. A la fin du culte, les fidèles ont été contraints de rester dans l'enceinte de la paroisse. Ils en ont profité pour prier et chanter. Des sources sur place font cependant état des deux blessés lors du siège de cette paroisse par les forces de l'ordre. A la Cathédrale Notre Dame de Kinshasa, le curé a exhorté les fidèles à regagner leurs maisons après la messe, disant craindre les représailles des forces de l'ordre postées en grand nombre devant l'Eglise.

Pas de marche des Laïcs catholiques à Kisangani. La marche prévue dimanche 31 décembre à Kisangani dans la Tshopo n'a pas été organisée par le comité laïc catholique. D'après l'archevêque de Kisangani, Mgr Marcel Utembi qui a fait cette mise au point samedi, cette structure des laïcs catholiques n'existe pas dans l'archidiocèse de Kisangani. Le prélat catholique a par ailleurs interdit la célébration du 120ème anniversaire de l'évangélisation de la ville de Kisangani, prévue ce dimanche. Il a précisé que c'est pour des raisons sécuritaires. Un dispositif sécuritaire important a été déployé depuis samedi sur les grands carrefours de la ville, signalent des sources locales.

Marche des laïcs catholiques: des fidèles de Goma déçus du silence des prêtres. La marche pacifique prévue dimanche 31 décembre par le Comité laïc de coordination (CLC) n'a pas eu lieu à Goma. A la cathédrale de Virunga comme dans toutes les paroisses de la ville, les fidèles catholiques qui s'attendaient à un mot d'ordre pour le début de la manifestation à la fin du culte, se sont dits « déçus ». Selon certains d'entre eux interrogés par Radio Okapi, la plupart d'officiants n'ont donné aucun ordre en lien avec la manifestation programmée ce dimanche par le CLC. « A la dernière minute, il n'y a pas eu des consignes. Pourtant, nous sommes venus pour marcher. Il y a eu un silence radio, alors que tous les comités qui ont circulé faisaient état d'une marche pacifique aujourd'hui, On arrive, il y a un silence radio et tout s'est passé comme à la normale. Je voulais affirmer mon droit à la citoyenneté. Mais là, je suis déçu », a déploré un fidèle catholique sous anonymat. D'autres décrivent la militarisation de la ville de Goma, alors que la marche des catholiques a été déclarée pacifique. « Nous n'avons pas pu marcher. On ne nous a rien dit. Il y a des policiers qui attendent à nous tirer

dessus si on ose faire la marche. Ils sont bien armés. C'est comme si c'est la guerre», a poursuivi une autre fidèle. Des sources locales font état d'un important dispositif sécuritaire, composé notamment des policiers et militaires, déployés autour de la cathédrale de Virunga ainsi qu'aux abords de grandes paroisses de la ville.

Le signal de Radio Okapi brouillé à Kinshasa. Le signal de Radio Okapi est brouillé depuis dimanche 31 décembre à 13H45', heure de Kinshasa. Conséquence: une partie de la capitale congolaise n'arrive pas à capter les émissions de la radio de la paix, particulièrement dans l'ouest et l'Est de Kinshasa.

RDC: les laïcs catholiques accusent la police d'usage disproportionné de la force. L'intervention des forces de l'ordre «était totalement disproportionnée par rapport à une marche pacifique », a affirmé Léonnie Kandolo, membre du Comité laïc de coordination (CLC). «Je ne vois pourquoi les gens pacifiques peuvent subir la répression que nous avons subie», a-t-elle poursuivi, parlant de plusieurs morts, blessés et personnes arrêtées, y compris des prêtres. Pour sa part, la police nationale congolaise estime qu'elle n'a pas usé d'une force disproportionnée. Par ailleurs son porte-parole, le colonel Pierrot Mwanamputu, dresse un bilan provisoire de trois morts, dont un policier. Le colonel Mwanamputu reconnaît que les opérations de la police ont été très fermes : «Ce matin, nous étions en train de pourchasser des personnes en armes qui s'étaient infiltrées dans la ville ainsi qu'auprès de la population, qui devait en principe après la messe manifester. Etant donné que nous ne savions pas où ils étaient cachés, nous étions dans l'obligation d'être dans la vigilance. C'est comme ça que les opérations de la police ont été très fermes.». Par ailleurs, ce policier tué au siège de la commune de Masina a été victime d'une attaque d'un groupe des personnes se réclamant de la milice Kamuina Nsapu, a précisé le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende. Ces hommes portaient des bandeaux rouges sur la tête, a-t-il poursuivi, indiquant qu'ils ne revenaient pas de l'église.